

# ÉTUDE

Émetteur : Centre d'études stratégiques Terre /  
Observatoire des conflits

31/01/2025

## La guerre pour Gaza (Octobre 2023 - Septembre 2024)

*Ce document ne constitue pas une position officielle de l'armée de Terre*

### Résumé

Le 7 octobre 2023, le Hamas déclenche l'opération « *Déluge d'al Aqsa* » autour de la bande de Gaza, causant de nombreux morts, semant l'effroi et se saisissant d'otages. En réaction, Israël lance l'opération « *Glaives de Fer* ».

Cette étude a pour but de replacer ces opérations dans leurs contextes respectifs et de les étudier d'un point de vue tactique, opératif et stratégique. Elle est strictement limitée dans le temps à la période du 7 octobre 2023 à fin septembre 2024, moment auquel Israël bascule son effort vers le front Nord, estimant le travail d'anéantissement du Hamas dans la bande de Gaza en voie d'achèvement.

Officier de projet : colonel ® Benoît de la Ruelle



# Table des matières

INTRODUCTION .....	4
I - Les singularités de la bande de Gaza comme théâtre d'opérations et la surprise du 7 octobre.....	5
1.    Eléments de compréhension du contexte.....	5
2.    La surprise du 7 octobre 2023.....	6
3.    Bilan des pertes fin septembre 2024.....	7
II - Les acteurs mobilisés sur le terrain gazaoui.....	8
1.    Acteurs militaires.....	8
a)    Israël .....	8
b)    Le Hamas.....	11
2.    Acteurs civils : l'UNRWA et les autres ONG.....	14
III - Conduite des opérations et modes opératoires employés .....	15
Rappel : les centres de gravité des belligérants .....	15
1.    Conduite des opérations offensives – vue par le Hamas .....	16
2.    Le modus operandi défensif du Hamas face à Tshal .....	18
a)    Les tunnels (voir aussi annexe 3).....	19
b)    Les roquettes .....	20
c)    La résilience du « soldat fantôme », la tactique du « hit and run » .....	21
d)    L'utilisation des otages et l'immersion dans le milieu civil .....	23
e)    Le Hamas et la guerre électronique .....	24
3.    Pour TSAHAL, le dilemme des opérations sur fronts simultanés .....	25
a)    Priorité à Gaza : négocier pour les otages ou détruire le Hamas ? .....	25
b)    Le conflit par phases, vu par les Israéliens .....	27
c)    Problématique des otages, vue du côté israélien .....	34
d)    La défense antimissile : un bouclier tactique à effet stratégique .....	34
IV - Les répercussions régionales et internationales du conflit gazaoui .....	37
1.    Acteurs régionaux impliqués.....	37
a)    Pour le Hamas.....	37
b)    Pour Israël.....	40
2.    Autres acteurs : les pays arabes et la guerre à Gaza.....	41
3.    Autres acteurs occidentaux : l'Europe.....	43
CONCLUSION .....	44
ANNEXE 1 : repères chronologiques de la guerre de Gaza .....	45
ANNEXE 2 : la prise de RAFAH (mai - juillet 2024).....	47
1.    Contexte .....	47
2.    Opérations.....	47
3.    Réactions internationales.....	48

ANNEXE 3 : utilisation des tunnels .....	49
1. L'histoire .....	49
2. Dimensions .....	50
3. Construction .....	50
4. Utilisation tactique et stratégique.....	50
5. Commandement et contrôle .....	51
6. Guerre souterraine des IDF .....	52
7. Conclusion .....	52
ANNEXE 4 : les doctrines officieuses, voire semi-officielles de Tsahal.....	53
1. « BETHLEHEM » : le déclenchement d'une action militaire préventive.....	53
2. « DAHYIA » : la conduite d'une action militaire de contre-insurrection .....	54
3. « HANNIBAL » : attitude face à une capture potentielle de soldat israélien .....	54
4. « SAMSON » : « plus jamais Massada » .....	55
Conclusion .....	55
ANNEXE 5 : perceptions palestiniennes de leur environnement politique.....	56
1. Détails sur le panel sondé .....	56
2. Perception des milices et des acteurs politiques .....	56
3. Opinions sur la guerre .....	56
4. Perception de la victoire et de l'avenir.....	57
5. Sympathie envers les acteurs internationaux et régionaux.....	57
6. Synthèse de la confiance dans les médias et sources d'information .....	57
ANNEXE 6 : quel cadre juridique international à Gaza ? .....	58
SOURCES.....	60
1. Bibliographie de référence .....	60
2. Canaux d'informations .....	61
3. Vidéographie .....	62

# INTRODUCTION

L'attaque que lance le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 n'est pas un énième épisode qui oppose les deux belligérants. C'est une lutte à mort voulue par le Hamas et qui doit, aux dires des dirigeants des deux camps, se terminer par la disparition d'un des deux acteurs ... probable illusion tant Israël a encore une fois fait preuve de sa résilience et tant le ressentiment contre Israël parmi les Palestiniens pourrait survivre à la potentielle disparition du Hamas.

Le Hamas a indéniablement remporté des succès de niveau tactique, comme son attaque surprise le 7 octobre, ou de niveau stratégique, en délégitimant l'Etat d'Israël auprès de certaines populations, notamment occidentales. Mais l'issue de la guerre ne peut pas faire l'économie de l'étude du rapport de forces militaires et celui-ci est incontestablement en faveur d'Israël. Exit donc l'examen des légitimités des belligérants, ce n'est pas le sujet de cette étude. Les deux<sup>1</sup>, palestinienne comme israélienne, sont également valables, encore que les méthodes utilisées, terrorisme militarisé pour l'un, puissance de feu démesurée pour l'autre, ne peuvent pas être mises sur le même plan.

Guerre asymétrique, guerre de haute intensité, guerre des narratifs, guerre au milieu des populations, acteurs et objets de la lutte (otages israéliens, victimes de l'attaque terroriste du 7 octobre et innombrables victimes collatérales palestiniennes), guerre longue ... les angles d'étude de ce conflit ne manquent pas, ni les milieux et les champs d'étude, le multi-milieux multi-champs pouvant même s'enrichir du milieu souterrain. Cette étude, qui s'étend du 7 octobre 2023 à la fin septembre 2024, date à laquelle Israël fait désormais porter son effort militaire vers le front Nord (Liban), a pour ambition de rendre compréhensible cette guerre.

Les motivations, objectifs, modes d'action, moyens, ressources, contraintes et limites des deux belligérants sont étudiés sous l'angle principalement militaire, mais les motivations politico-militaires de niveau stratégique en sont inséparables. Les personnalités de Yahya Sinwar - chef militaire puis politique du Hamas après la mort d'Ismaïl Haniyeh à Téhéran fin juillet 2024, mais aussi fin connaisseur d'Israël, comme celle de Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien auquel Tsahal doit obéissance, sont déterminantes pour comprendre la durée de l'affrontement militaire qui perdure encore aujourd'hui<sup>2</sup> à Gaza. Cette guerre est aussi un nouvel exemple d'une opération militaire couronnée de succès pour les Israéliens, qui pourrait toutefois s'avérer sans lendemain en l'absence de vision politique claire. En ce qui concerne les Palestiniens, le succès militaire du 7 octobre ne peut être compris que comme la première étape - ayant bénéficié de tous les préparatifs et réussie - d'un plan global dont la suite souffre de l'absence de vision, compte tenu de l'impréparation des alliés régionaux du Hamas qui ont assuré un service minimum qui leur a par ailleurs coûté très cher.

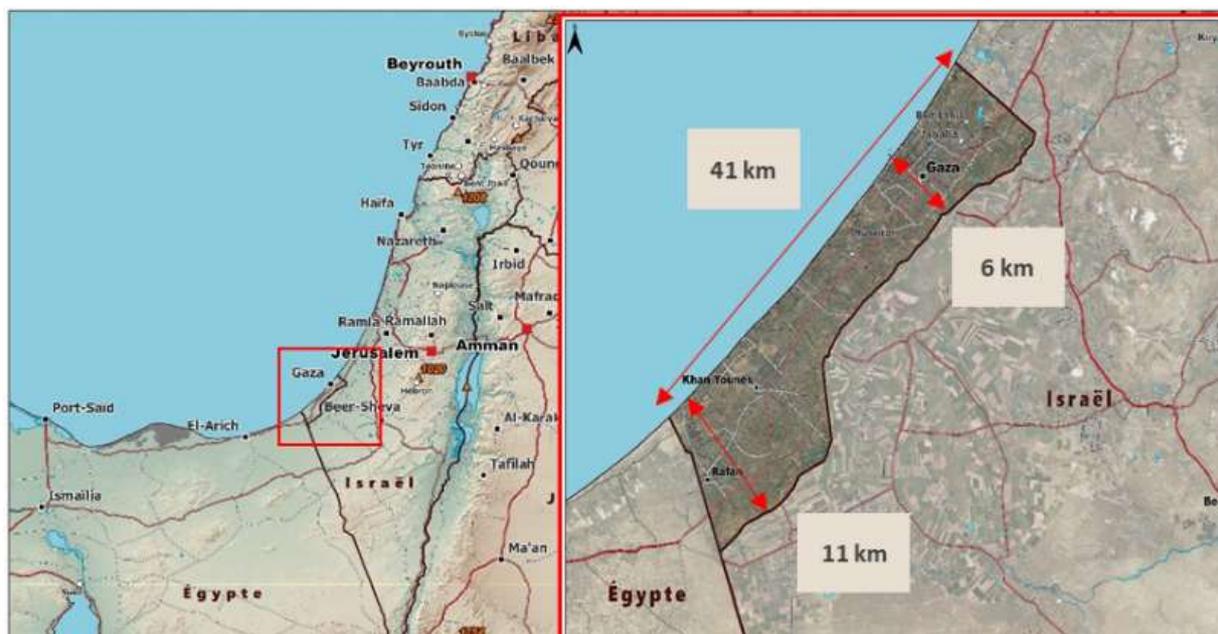
---

<sup>1</sup> Droit à l'existence et à la sécurité de l'Etat d'Israël, droit à un Etat palestinien.

<sup>2</sup> Janvier 2025.

# I - Les singularités de la bande de Gaza comme théâtre d'opérations et la surprise du 7 octobre

## 1. Eléments de compréhension du contexte



Carte 1 : situation de la bande de Gaza

Sur un terrain sablonneux, la bande de Gaza longe la Méditerranée sur 40 km et occupe 360 km<sup>2</sup>. Un peu plus de 2 millions de Palestiniens y vivent. L'autorité palestinienne du Fatah ne s'y exerce plus depuis que le Hamas s'y est imposé lors des élections de 2006<sup>3</sup>. Celui-ci y a créé un proto-État qui a mis en coupe réglée la population ; celle-ci survivait avant le 7 octobre de la charité internationale et notamment de celle de l'UNRWA<sup>4</sup> (huit camps, plus d'un million de réfugiés enregistrés comme tels). Fortement urbanisée (6000 habitants/km<sup>2</sup>), la partie Nord comprenant les gouvernorats de Gaza-nord et de Gaza était la plus densément peuplée, respectivement de 290.000 et 524.000 habitants. On peut considérer que cette bande de terre illustre l'idée de « réclusion d'une population sur un territoire exigu ». Depuis 2005, il n'y a plus de colonies juives à Gaza. Un semi-blocus (si le blocus maritime est total, ce n'est pas le cas à terre) s'est peu à peu mis en place autour de l'enclave qui ne recevait presque plus de matières premières nécessaires à son bon fonctionnement. Douze opérations militaires israéliennes y ont eu lieu avant le 7 octobre 2023, faisant environ 4000 morts palestiniens contre 120 israéliens. La Bande a été soumise à une islamisation forcée, tandis qu'aux abords, une barrière de protection régulièrement modernisée a été érigée par les Israéliens.

<sup>3</sup> Il demeure une guerre Hamas-Fatah larvée. En Cisjordanie notamment, la coopération sécuritaire israélo-palestinienne avec le Fatah se poursuit aux dépens du Hamas.

<sup>4</sup> United Nations Relief and Works Agency.

Le terrain est globalement bien connu par les belligérants pour la partie construite. En revanche l'armée israélienne n'avait plus tous les éléments - loin s'en faut - pour ce qui concerne la partie souterraine (cf. annexe 4). Sur place, Tsahal a été longtemps représentée par le COGAT<sup>5</sup>. Depuis le retrait de l'armée israélienne de Gaza en 2005, le COGAT n'y est plus physiquement présent mais reste chargé de coordonner l'entrée des personnes et des marchandises en provenance d'Israël vers la bande de Gaza.

Les principaux points névralgiques de la Bande incluent des points de passage vers l'extérieur dont celui de Rafah vers l'Égypte, ainsi que deux corridors : celui de Philadelphie, situé à la frontière entre Gaza et l'Égypte, qui est essentiel pour le contrôle des flux de biens et de personnes, et le couloir de Netzarim, élargissement « forcé » d'un axe de circulation qui reliait autrefois Gaza à l'ancienne colonie israélienne du même nom.

Le territoire de Gaza se trouve aujourd'hui en grande partie détruit après une année de bombardements continus. En juillet 2024, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a estimé la quantité de débris à 42,2 millions de tonnes, un chiffre qui équivaut approximativement à 11 grandes pyramides de Gizeh. Cette situation a conduit à des déplacements massifs de population : environ 95 % des habitants, soit plus de 1,9 million de personnes, se concentrent désormais sur 11 % du territoire en raison des ordres d'évacuation. La destruction a frappé de manière généralisée, incluant habitations, infrastructures médicales, lieux de culte et équipements publics essentiels, aggravant une crise humanitaire déjà critique. Les débris, souvent composés de matériaux comme l'amiante et contenant parfois des munitions non explosées, posent des défis en matière de santé publique et de sécurité. Le PNUE estime que le déblaiement pourrait nécessiter entre huit et douze ans de travail et nécessiter un budget de 552 à 696 millions d'euros.

## 2. La surprise du 7 octobre 2023

Le 7 octobre, le système de surveillance israélien est pris en défaut. Le Hamas attaque (opération « Déluge d'al Aqsa ») simultanément avec des drones et des commandos en parapentes motorisés : les drones volant à basse altitude ne sont pas détectés et détruisent des systèmes de protection de la barrière de sécurité israélienne, qui peut ainsi être franchie par des commandos motorisés du Hamas et des autres groupes palestiniens, surprenant la défense adverse.

Des signes avant-coureurs avaient pourtant été perçus un an avant les événements mais ils ont été mal analysés et pas sérieusement pris en compte : selon le New York Times, Israël aurait obtenu le plan détaillé du Hamas pour l'attaque du 7 octobre plus d'un an avant sa mise en œuvre, mais les responsables de l'armée et des services de renseignement du pays n'en ont pas tenu compte, le jugeant trop difficile à mettre en œuvre ; ce plan se présente sous la forme d'un document d'une quarantaine de pages et est

---

<sup>5</sup> Le COGAT (*Coordination of Government Activities in the Territories / Coordination des activités gouvernementales dans les territoires*) est une unité militaire israélienne fondée en 1967 pour gérer les questions de sécurité et les affaires civiles dans les territoires occupés de la Cisjordanie et de Gaza. Relevant du ministère israélien de la Défense, cette unité a créé en 1981 une branche supplémentaire, l'Administration civile. Le COGAT contrôlait une grande partie des aspects de la vie des Palestiniens dans ces territoires, notamment à travers la gestion d'un régime de permis pour leurs déplacements, aussi bien en Cisjordanie qu'en Israël.

connu sous le nom de code « Le mur de Jéricho » par les responsables israéliens<sup>6</sup>. Le document affirme également que le Hamas aurait obtenu des informations sensibles sur l'armée israélienne, ce qui laisse entendre la possibilité de fuites au sein de l'organisation de la sécurité israélienne. Des responsables de l'unité de Tsahal chargée de la protection de la frontière avec Gaza auraient parallèlement déclaré que les intentions du Hamas n'étaient pas « claires » quelque temps après la révélation du document. Enfin, en juillet 2023, un analyste principal de l'unité 8200 - chargée de la collecte et du décodage des renseignements d'origine électromagnétique en Israël, a averti que le Hamas menait un exercice d'entraînement intensif, similaire à ceux décrits dans le plan, qui durait plusieurs jours<sup>7</sup>. Israël n'a pas pu maîtriser en permanence l'ensemble du spectre électromagnétique ou, à tout le moins, la partie du spectre électromagnétique qu'il lui fallait à tout prix maîtriser. La démission du général israélien Aaron Haliva de son poste de chef du renseignement militaire le 22 avril 2024 suite aux événements du 7 octobre est là pour en témoigner.

En réponse à « Déluge d'al Aqsa », Israël lance son opération d'éradication de l'infrastructure terroriste présente à Gaza connue sous le nom de « Glaives de Fer ».

### 3. Bilan des pertes fin septembre 2024

Les pertes militaires et civiles à la fin septembre 2024 sont les suivantes :

- Bilan des pertes israéliennes :
  - o 346 soldats tués dans toute la durée de l'opération terrestre, 4.925 blessés dont 197 encore hospitalisés en septembre 2024.
  - o 101 otages détenus, dont 35 potentiellement morts, 37 retrouvés mort et 117 libérés.
  - o 1200 morts dont environ 1000 civils le 7 octobre 2023
- Bilan des pertes palestiniennes (ministère de la santé du Hamas) :
  - o Gaza : 41 689 morts ; 96 625 blessés.
  - o Cisjordanie : environ 663 morts ; au moins 5500 blessés.

---

<sup>6</sup> <https://www.aa.com.tr/fr/monde/isra%C3%ABl-aurait-%C3%A9t%C3%A9-inform%C3%A9-du-plan-dattaque-du-HAMAS-depuis-plus-dun-an/3070201/>

<sup>7</sup> <https://www.aa.com.tr/fr/monde/isra%C3%ABl-aurait-%C3%A9t%C3%A9-inform%C3%A9-du-plan-dattaque-du-HAMAS-depuis-plus-dun-an/3070201/> Zeynep Katre Oran : Israël aurait été informé du plan d'attaque du HAMAS depuis plus d'un an.

## II - Les acteurs mobilisés sur le terrain gazaoui

### 1. Acteurs militaires

#### a) Israël

##### *i. Fondements de l'Etat*

Israël est un État démocratique. La minorité arabe qui représente environ 20 % de la population a les mêmes droits que les citoyens juifs mais est dispensée de service militaire obligatoire, même s'il est possible aux volontaires de l'effectuer. La population juive est divisée entre laïcs plus ou moins religieux, qui représentent environ 65 % de la population et ultra-orthodoxes (hassidiques) représentant environ 15 % de la population, opposés aux formes modernes de l'Etat israélien et dispensés de service militaire. Cependant les références bibliques structurent la société. Le drapeau israélien représente l'étoile (ou « bouclier ») de David et les deux bandes bleues évoquent le Talith. Certains y voient aussi la revendication d'un « grand Israël » biblique s'étendant du Nil à l'Euphrate. Ben Gourion, père de l'État, déclarait : « *il ne peut y avoir d'éducation politique ou militaire valable sur Israël sans une connaissance approfondie de la Bible* ».

##### *ii. Objectifs et finalités recherchés*

L'attaque exécutée par le Hamas le 7 octobre 2023 constitue un tournant dans la façon dont Israël perçoit son environnement sécuritaire immédiat. Depuis son indépendance en 1948 et malgré la signature d'accords de paix avec l'Égypte (1979) et la Jordanie (1994), la notion de sécurité prévaut sur celle de paix. L'attaque du Hamas le 7 octobre est un bouleversement complet. Elle fait soudainement prendre conscience à Israël que le pays est bien plus vulnérable qu'il ne le croit : les Israéliens ne sont pas en sécurité dans leur pays, l'armée et les agences de renseignement sont gravement prises en défaut (le cauchemar de la guerre de Kippour de 1973 se reproduit 50 ans après, au jour près), l'existence même du pays est menacée. Il s'agissait donc pour les Israéliens de :

- Face à Gaza

- détruire militairement le Hamas (élimination des chefs, destruction de l'infrastructure politique et militaire) ;
- ramener les otages ou leurs dépouilles en Israël ;
- permettre le retour en sécurité sur le long terme des habitants du pourtour de la bande de Gaza et donc annihiler toute menace pouvant venir de Gaza.

- Face au Liban<sup>8</sup>

- modifier la situation sécuritaire le long de la « *blue line* » et permettre le retour en toute sécurité des habitants ;
- empêcher toute incursion du Hezbollah sur le territoire israélien ;
- faire disparaître la menace de la présence du Hezbollah au sud de la rivière Litani (si non obtenu par la diplomatie).

---

<sup>8</sup> Si cette étude se concentre sur Gaza, les hostilités débutant dans le Nord le 8 octobre à l'initiative du Hezbollah ont eu des conséquences sur la façon dont les opérations ont été menées au niveau opératif.

iii. Critères de succès

- Bande de Gaza

- tous les otages sont libérés ou leurs dépouilles rapportées ;
- les chefs militaires locaux du Hamas (Yahya Sinwar, Mohammed Deif et Marwan Issa) sont neutralisés ;
- l'infrastructure souterraine est détruite ;
- la population israélienne du pourtour de la Bande de Gaza n'est plus menacée (absence de tirs de roquettes vers le centre du pays) ;
- la contrebande d'armes (depuis le Sinaï) vers Gaza a cessé ;
- les alliés d'Israël continuent de lui fournir armement et munitions ;
- la société israélienne demeure résiliente ;
- la dissuasion<sup>9</sup> israélienne est restaurée.

- Front Nord (à titre indicatif)

- la résolution 1701 (désarmement du Hezbollah, déploiement de l'armée libanaise au sud de la rivière Litani) est mise en œuvre. Sinon, option a minima : le Hezbollah n'est plus déployé au sud du Litani ;
- l'armée libanaise est déployée entre le Litani et la « *blue line* » ;
- la dissuasion israélienne est restaurée ;
- la population israélienne du nord du pays réintègre ses foyers et n'est plus sous la menace du Hezbollah.

- Cisjordanie (à titre indicatif)

- la coopération sécuritaire est maintenue avec l'Autorité Palestinienne ;
- pas d'embrasement de la Cisjordanie ;
- les mouvements terroristes sont affaiblis ;
- les colonies ne sont pas attaquées.

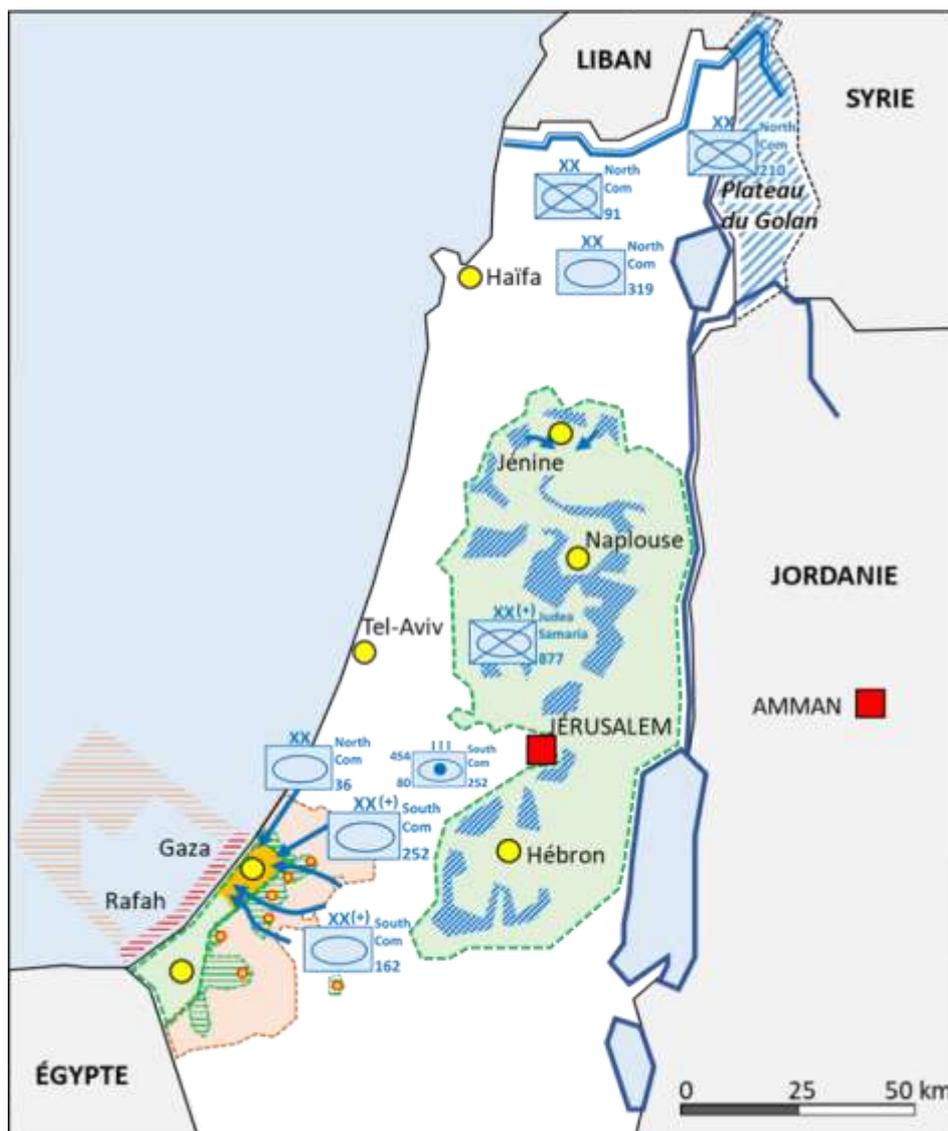
- Front intérieur (à titre indicatif)

- les Arabes israéliens ne se soulèvent pas.

---

<sup>9</sup> Dans la terminologie israélienne ce terme est à prendre dans son sens premier, comme un « moyen quelconque utilisé pour dissuader un groupe d'attaquer », et non pas dans son sens français associé à la dissuasion nucléaire.

iv. Tsahal en ordre de bataille



## b) le Hamas

### i. Qu'est-ce que le Hamas ?

Le Hamas<sup>10</sup>, classé comme terroriste par l'Union Européenne, est un groupe islamo-nationaliste dont les objectifs visent le recouvrement de la souveraineté nationale. Contrairement à ce qu'ont pu laisser penser certaines analyses médiatiques, il n'est ni comparable à un mouvement d'inspiration apocalyptique et eschatologique tel que Daesh, ni comparable à d'autres groupes djihadistes ambitionnant, selon diverses temporalités, la restauration d'un califat. Son projet politique est essentiellement nationaliste, bien que son action sociale s'ancre aussi dans une orientation religieuse musulmane. Ses ambitions de reconquête territoriale s'appuient sur un discours fédérateur englobant plusieurs lectures, certaines tendances internes aspirant à un retour aux frontières de juin 1967 tandis que la charte du mouvement exige une Palestine de « la mer au fleuve (Jourdain) » et occulte la présence des Juifs. Sa trajectoire politique depuis sa naissance en 1987 traduit un passage d'une dimension essentiellement apolitique, au début des années 1990, à un processus progressif de militarisation. Son essor a été volontairement favorisé par les autorités israéliennes qui, dans leur stratégie politique de division de l'opposition palestinienne, ont contribué à affaiblir et discréditer les autres forces politiques, essentiellement le Fatah. Le Hamas constitue également un mouvement dynamique et réactif avec une doctrine évolutive en fonction du contexte sociopolitique. Ainsi, en 2017, il a révisé sa Charte en modérant son agressivité vis-à-vis de ce qui reste tout de même « l'entité sioniste ». Son emblème représente le dôme du Rocher entouré de deux sabres et de deux drapeaux palestiniens de forme semi-circulaire, surmonté d'une carte intégrale de la Palestine et souligné du mot Palestine en arabe, le tout surplombant la Shahâda (« profession de foi ») exprimant ainsi une synthèse nationaliste et religieuse.

L'autre groupe islamo-nationaliste de la région est le Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) qui n'a pas, à la différence du Hamas, de programme social ou éducatif.

Derrière l'appellation unique de Hamas, présenté par Israël comme l'ennemi institutionnel à détruire (puisque responsable de la gestion de la Bande), existe une vingtaine de groupes<sup>11</sup> - ce qui fait que la destruction de l'un ne ferait pas disparaître toute la résistance - parmi lesquels : les brigades Ezzeddine al-Qassam, bras armé du Hamas (15 à 40 000 combattants selon les sources étudiées) ; les Saraya al-Quds, branche militaire du MJIP (environ 12 000 miliciens) ; les brigades des martyrs d'al-Aqsa, groupe issu du Fatah mais agissant indépendamment ; la Tanière du Lion, groupe non-affilié et apparu depuis 2020 (plutôt en Cisjordanie) ; les brigades des Moudjahidines, fondées en 2002 et très secrètes (évaluées à quelques milliers d'hommes et actives dans la bande de Gaza et en Cisjordanie) ; les brigades al-Nasser Salah al-Din, branche combattante des Comités de Résistance Populaire ; les brigades du Martyr Abu Ali Mustafa, branche combattante du FPLP ; les brigades de la Résistance Nationale (Forces Omar al-Qasim), branche combattante du Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP, marxiste) ; un groupe surnommé Confusion Nocturne (*Night Confusion or Night Riots*), non-affilié et plus particulièrement actif en Cisjordanie pour défendre les Palestiniens contre les attaques de colons ; et enfin, les Postes de Commandement Opérationnel communs de la Résistance Palestinienne, qui englobaient les bras armés des différentes factions et avaient initialement été mis en place en 2006 par le Hamas et le MJIP à Gaza et à Jénine. Toutes ces forces, autoproclamées par la communication palestinienne et peut-être le fruit de la propagande, pouvaient regrouper de 50 à 60 000 combattants armés<sup>12</sup> avant octobre 2023.

---

<sup>10</sup> Littéralement « Mouvement de la Résistance Islamique ».

<sup>11</sup> Site [www.palestinechronicle.com](http://www.palestinechronicle.com), consulté le 2 mars 2024.

<sup>12</sup> Estimations du BOC.

### *ii. Ordre de bataille et disposition du Hamas au début de l'opération terrestre des IDF*

Le Hamas est donc, à la veille du 7 octobre, une organisation dotée d'une structure militaire officielle. Sa composante militaire se compose de cinq brigades, les Brigades Ezzeddin al-Qassam. Ces brigades sont organisées en échelons militaires conventionnels, des groupes aux brigades, afin d'assurer la résistance et la continuité malgré la perte de chefs ou la destruction d'unités. Cette structure permet au Hamas de maintenir le commandement et de se reconstruire efficacement, ce qui fait que les assassinats ciblés ne suffisent pas à dégrader l'organisation de façon permanente tant que le rythme des affrontements est comparable à ce qu'il fut jusqu'en 2023. Cependant l'intensité de l'opération israélienne « Glaives de fer » conduit à une élimination conséquente et rapide de commandants de grandes unités à laquelle il est difficile pour le Hamas de remédier.

Le Hamas a divisé la bande de Gaza en cinq zones. Chaque zone était sous la responsabilité opérationnelle d'une brigade :

- Brigade Nord - Gouvernorat de Gaza Nord
- Brigade de Gaza - Gouvernorat de Gaza
- Brigade centrale - Gouvernorat Central
- Brigade de Khan Younes - Gouvernorat de Khan Younes
- Brigade de Rafah - Gouvernorat de Rafah

Chaque brigade comptait quatre à six bataillons (30 au total, quelques-uns étant autonomes), soit environ 140 compagnies ; certaines brigades comprenaient également un bataillon ou des compagnies de forces spéciales. Au sein des brigades, chaque bataillon avait une zone de responsabilité et disposait de centres de commandement régionaux. La taille de la zone qu'il contrôlait dépendait de la topographie. Chaque bataillon comptait environ 1000 hommes. Selon les FDI, le Hamas a commencé la guerre avec un total d'environ 30 000 hommes et possédait le plus grand nombre de combattants par rapport aux autres milices palestiniennes dans la bande de Gaza.

Il faut tenir compte du fait que le nombre de combattants du Hamas n'a jamais été fixe et l'organisation pouvait faire appel aux Palestiniens de Gaza pour remplir ses rangs. Les mouvements de jeunesse du Hamas dispensaient une formation de base au maniement des armes à feu dès le plus jeune âge, de sorte qu'il existe un vivier de recrutement de volontaires potentiels prêts à rejoindre les rangs des combattants, les familles de ceux-ci bénéficiant en retour de facilités des organismes sociaux et administratifs du mouvement dans leur vie quotidienne.

### *iii. Objectifs et finalités recherchés par le Hamas*

Dans le cadre d'une finalité historique où la « résistance » palestinienne a voulu créer un État palestinien en retournant sur ses terres, les objectifs de l'opération peuvent être discriminés autour de 3 champs :

- Politique

D'une part, il s'agissait de repositionner la question de la cause palestinienne au cœur des enjeux du Moyen-Orient et de remettre au centre l'idée qu'il ne saurait y avoir de paix régionale sans règlement de ce conflit. Cette question avait été reléguée au cours des dernières années par des crises ou des conflits qui occupaient le devant de la scène politique et médiatique (État Islamique, COVID, etc.). Par cette opération, le Hamas a également cherché à mettre un puissant coup de frein aux Accords d'Abraham,

processus visant à normaliser les relations entre plusieurs pays arabes et Israël. Cette normalisation portée par les autorités de ces pays demeure impopulaire dans la grande majorité des opinions publiques arabes.

D'autre part, cette opération est venue rappeler l'enjeu primordial que représente pour les Palestiniens l'accès à la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, troisième lieu saint de l'Islam. Le durcissement de l'accès des fidèles musulmans à ce site religieux est très mal vécu par les populations locales. Il faut rappeler que c'est la visite de l'ancien Premier Ministre Ariel Sharon en 2000 à Al-Aqsa qui avait été l'étincelle de la deuxième Intifada. L'importance d'Al-Aqsa se reflète également dans le nom donné à l'opération militaro-terroriste du 7 octobre, et par le fait que cette revendication de facilitation d'accès au site arrive avant la question de la libération des prisonniers politiques. Cet enjeu religieux a contribué à transnationaliser l'émotion et lui a conféré une dimension panislamique en ce qu'elle touche la sensibilité de l'ensemble de la communauté des croyants.

Enfin, l'attaque du 7 octobre visait à créer un « électrochoc » afin de stopper la politique israélienne d'occupation et de colonisation de la Cisjordanie. La colonisation de territoires palestiniens, ininterrompue depuis plusieurs décennies, s'est accentuée au fil des dernières années avec l'émergence de coalitions politiques intégrant dans les gouvernements des acteurs de la droite édeniste (ayant une lecture biblique des réalités géopolitiques) israélienne, parmi les plus favorables à la colonisation. En conclusion, en dépit des aspirations territoriales et des velléités militaires entre les belligérants, l'objectif politique principal a sans doute été de replacer la question palestinienne au cœur de l'agenda international et de délégitimer Israël.

- Stratégie militaire

Le second objectif de l'opération a été la capture d'un nombre important d'otages. En effet, en possédant à leur tour des prisonniers, le Hamas pouvait espérer les échanger contre ses partisans détenus dans les prisons israéliennes. La détention de prisonniers devait permettre au Hamas de disposer d'une « arme stratégique » afin de pouvoir reprendre les négociations avec le gouvernement israélien. C'est pourquoi, du côté de l'attaque palestinienne, la finalité opérationnelle fut non seulement de perpétrer un massacre – tuer délibérément des civils juifs – mais aussi de s'emparer de soldats et de civils israéliens afin de détenir une monnaie d'échange.

Enfin, desserrer le semi-blocus de la bande de Gaza, un étau économique et sécuritaire israélien (et égyptien, au Sud) sur la société palestinienne. Cette pression est à l'origine notamment de l'asphyxie économique que subit la bande de Gaza depuis son blocus en 2007. Car si le Hamas contrôlait administrativement la bande de Gaza, le territoire restait pour les spécialistes de la région une véritable « prison à ciel ouvert », ciel et mer demeurant sous contrôle des forces israéliennes.

- Opérationnel et/ou tactique

L'objectif opérationnel fut certainement de réduire la surveillance constante exercée par les FDI sur les mouvements palestiniens, ainsi que de limiter les restrictions sur les échanges de marchandises. Sous cet angle, le premier objectif tactique fut la destruction de l'ensemble des installations de surveillance qui

entouraient le périmètre terrestre de la bande de Gaza et les unités de la division Gaza en charge de la surveillance du secteur<sup>13</sup>.

Les tunnels du Hamas, surnommés le « métro de Gaza » et s'étendant sur au moins 400 km selon les estimations initiales les plus basses, constituaient un vecteur de mobilité déterminant à l'échelle tactique. Ils permettaient le transport sécurisé de combattants et de matériel, la conduite d'opérations, le stockage d'équipements sensibles tout en échappant à la surveillance israélienne. Ces tunnels sur plusieurs niveaux facilitaient des attaques surprises contre Tshal et renforçaient l'agilité tactique du Hamas.

Le Hamas a voulu activer d'autres fronts militaires en mobilisant des alliés régionaux et des groupes militants en Cisjordanie, en Syrie ou au Liban, comme le Hezbollah. Cette capacité à ouvrir plusieurs fronts, bien que limitée, a considérablement augmenté la pression sur Israël et a pu compliquer ses efforts de défense et de négociation.

## 2. Acteurs civils : l'UNRWA et les autres ONG

Depuis 1949, l'agence onusienne *United Nations Relief and Works Agency* (en français, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) fournit une assistance humanitaire aux 5 millions de réfugiés Palestiniens et leur assure éducation, services sociaux et santé. Ces réfugiés sont disséminés dans 58 camps dans le monde arabe, dont huit à Gaza (13 000 employés sur 30 000). Les Israéliens considèrent cette agence comme infiltrée par le Hamas (des dizaines d'employés seraient complices des crimes du 7 octobre et la neutralité requise de la plupart d'entre eux est largement remise en doute), ce qui lui a permis de justifier le bombardement des infrastructures de l'UNRWA.

Bien d'autres ONG ont été présentes à Gaza, comme ECHO, OXFAM, CARE, OCHA, Action contre la faim, MSF, TWAM, UNICEF, Secours islamique, Croix Rouge internationale, WHO, Secours humanitaire France, OMS, PAM, Palestinian medical relief society, WFP (world food program), IMC (international medical corps), SOS children's village, World Central Kitchen (qui a servi 40 millions de repas aux Gazaouis, et a cessé d'intervenir à Gaza le 1er avril 2024 après qu'un convoi de trois véhicules a été détruit par un drone israélien ayant tiré trois missiles en quelques minutes [7 morts]). Au dire des Israéliens, la plupart de ces ONG ont été infiltrées par le Hamas.

Depuis sa prise de pouvoir dans la bande de Gaza, le Hamas a toujours exercé un contrôle sur la région et a utilisé toutes les ressources disponibles pour mener son combat, souvent en violation des conventions internationales et du droit de la guerre. Par conséquent, des bâtiments normalement considérés comme neutres, y compris ceux sous la protection de l'ONU ou à vocation humanitaire, ont été régulièrement utilisés à des fins militaires.

---

<sup>13</sup> Le 12 octobre le porte-parole des brigades Al-Qassam déclare que « l'opération visait à détruire la division Gaza qui a été attaquée en 15 points, puis en 10 autres. Nous avons attaqué le site de Zikim et plusieurs autres colonies à l'extérieur du quartier général de la division Gaza. » source chaîne Telegram, traduction de l'arabe vers le français par le BOC.

### III - Conduite des opérations et modes opératoires employés

Rappel : les centres de gravité<sup>14</sup> des belligérants

	<u>Niveau tactique</u>	<u>Niveau opératif</u>	<u>Niveau stratégique</u>
<u>Israël</u>	Puissance de feu	Soutien américain, voire soutien régional	Unité du pays
<u>Hamas</u>	Infrastructure souterraine	Capacité à activer d'autres fronts militaires	Incarner la résistance palestinienne sur la scène internationale

- La puissance de feu est le centre de gravité de l'opération israélienne au niveau tactique

La puissance de feu est au cœur de toutes les opérations israéliennes. Elle a pour but de neutraliser à distance un maximum d'ennemis avant le contact entre les troupes au sol, de désorganiser l'adversaire, de protéger la vie des soldats israéliens, de détruire l'infrastructure physique. Elle ne s'exerce pas de manière aveugle, mais l'armée israélienne revendique de prendre le Hamas à son propre piège en ciblant des objectifs militaires (chefs ou combattants du Hamas ; stockage d'armes ou de munitions ; ateliers de fabrication militaires, tunnels ...) situés dans une infrastructure civile (hôpital, école, habitation) ou autour desquels le Hamas maintient à dessein une présence civile afin d'empêcher - en vain - des frappes israéliennes. Elle s'exerce par le biais de l'armée de l'Air (aéronefs, hélicoptères, drones) en appui massif et permanent aux opérations terrestres, y compris en Cisjordanie. Elle s'exerce ensuite par le biais de frappes de précision<sup>15</sup> de l'artillerie à Gaza et au Liban. Enfin, dans les combats au sol dans la Bande, les chars accompagnent systématiquement et au plus près les unités d'infanterie. Avant d'être abordée par l'infanterie, toute position dans laquelle une présence du Hamas est avérée ou redoutée fait l'objet d'une frappe air-sol ou sol-sol.

- L'unité du pays est le centre de gravité de l'opération israélienne au niveau stratégique

Au-delà de l'unanimité du pays sur la nécessité de détruire militairement le Hamas, Israël est profondément divisé sur la stratégie à adopter. Le Premier Ministre Netanyahu cristallise cette division.

---

<sup>14</sup> Définition : élément, matériel ou immatériel, dont un État, ou un ensemble d'États, une collectivité, une force militaire tire sa puissance, sa liberté d'action ou sa volonté de combattre. Rappels : a- Le centre de gravité peut être, selon le niveau d'analyse, stratégique, opératif ou tactique, et d'ordre strictement militaire, économique, politique, géographique ou psychologique ; b- Le centre de gravité stratégique donne la liberté d'action, la puissance ou la volonté d'atteindre les objectifs stratégiques, le centre de gravité opératif donne la liberté d'action et les moyens d'atteindre les objectifs opératifs. c- Il peut être une notion abstraite (en particulier au niveau stratégique : soutien populaire, alliance, etc.) ou concrète (ce sera le plus souvent le cas aux niveaux opératif et tactique : corps expéditionnaire, réserve stratégique, réseau de commandement, base militaire, etc.).

<sup>15</sup> Le décalage entre ce terme et l'importance des destructions à Gaza peut choquer. Il résulte d'une part de l'utilisation systématique par le Hamas de l'infrastructure civile à des fins militaires, voire terroristes, et d'autre part par la volonté de l'armée israélienne de faire courir le moins de risques possibles à ses soldats, voire par la volonté d'assumer les dommages collatéraux.

Ses opposants, que l'on pourrait qualifier de « réalistes » (ministère de la Défense, haute hiérarchie militaire et sécuritaire, société attachée à un État laïc et non opposée à une solution politique à deux États), lui reprochent d'être responsable de la faillite du 7 octobre<sup>16</sup> mais surtout de ne pas avoir de stratégie pour mettre fin à la guerre. Pour Netanyahu, l'objectif de destruction du Hamas est un préalable à la réflexion future sur la gestion de Gaza. Ses adversaires l'accusent donc de vouloir faire durer indéfiniment l'opération pour échapper à son destin judiciaire. Il lui est également reproché de mettre en péril la relation stratégique avec les États-Unis comme d'hypothéquer un accord de portée stratégique avec l'Arabie Saoudite, pays qui pourrait permettre à court terme la reconstruction de Gaza et à plus long terme l'édification d'un futur État palestinien pacifique vis-à-vis d'Israël.

Le Premier Ministre Netanyahu a naturellement ses partisans, que l'on pourrait qualifier de « radicaux, de messianiques ou d'édenistes ». La majorité d'entre eux ont une lecture biblique de la guerre<sup>17</sup> et sont opposés à la solution à deux États. Pour eux, la guerre actuelle doit permettre d'étendre encore davantage la colonisation en Cisjordanie et, dans le futur, au moins selon une partie d'entre eux, de réoccuper Gaza. Cette option est insupportable au camp « réaliste » qui redoute un lâchage par les Américains et les États arabes avec lesquels Israël entretient de bonnes relations.

Le drame pour Israël est que cette division politique existe également au sein de l'armée<sup>18</sup>. Elle est peu visible par les observateurs extérieurs car la haute hiérarchie militaire demeure ancrée dans le camp réaliste. Néanmoins la prise de contrôle de l'armée<sup>19</sup> est un objectif avéré du camp radical/messianique. Ses armes sont la démographie<sup>20</sup> et l'excellence<sup>21</sup>.

## 1. Conduite des opérations offensives – vue par le Hamas

Conscient des réactions israéliennes aux précédentes attaques, le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens – islamistes ou non - ont conçu et préparé une attaque de grande envergure dont ils savaient qu'elle provoquerait une violente réaction militaire d'Israël, qu'ils avaient anticipée. Cette préparation minutieuse de l'attaque du 7 octobre excluait donc toute improvisation. Par conséquent, on peut facilement distinguer un mode d'action : préparation patiente de l'attaque terroriste, puis mise en œuvre offensive (masse + vitesse + violence + surprise) d'une action militaire aéroterrestre de grande envergure.

---

<sup>16</sup> La réforme du Ministère de la Justice voulue par le gouvernement Netanyahu pour protéger son chef d'une condamnation devant les tribunaux a réellement polarisé la société israélienne. Au premier rang de cette contestation se trouvaient les pilotes réservistes de l'Armée de l'Air qui, en temps normal, assurent tous les vols opérationnels le week-end. Cette division de la société israélienne et cette démobilisation des forces morales ont certainement été observées et mises à profit par le Hamas.

<sup>17</sup> Le PM Netanyahu donne raison aux religieux de son camp en refusant la conscription des ultra-orthodoxes alors que l'armée souhaite disposer de davantage de recrues. Les nationalistes religieux estiment que les étudiants en Torah sont aussi nécessaires à la victoire d'Israël que les combattants ; ils estiment aussi, que non-motivés, les ultra-orthodoxes feraient de mauvaises recrues.

<sup>18</sup> Le 5 mai 2024, un soldat masqué s'exprimant visiblement depuis Gaza dans une vidéo devenue virale, appelle à désobéir à la hiérarchie militaire ainsi qu'au ministre de la Défense et déclare que les réservistes obéiront seulement au Premier Ministre Netanyahu. S'adressant au courant réaliste/pragmatique, il lance : « nous vous montrerons comment les vrais Juifs gagnent ». L'armée a déclenché une enquête interne.

<sup>19</sup> Et plus largement des autres instances sécuritaires, Mossad (sécurité extérieure) et Shin Bet (sécurité intérieure).

<sup>20</sup> Les projections du Bureau central israélien des statistiques prévoient un accroissement naturel régulier de la population israélienne dans les prochaines décennies. Cependant la répartition interne risque d'évoluer au détriment du courant laïc et même arabe. Le courant religieux comprend le courant orthodoxe, dont la non-sujétion à la conscription est un sujet brûlant depuis plus de 20 ans, et le courant sioniste-religieux très militarisé.

<sup>21</sup> L'académie militaire d'Eli, école privée de préparation militaire implantée en Cisjordanie, contribue à accroître le poids des sionistes religieux au sein de l'armée israélienne et, notamment, des unités les plus combattantes. Au 25 mai, 18 officiers de l'armée formés à Eli sont morts dans l'opération « Glaives de fer ».

Une analyse détaillée des données recueillies sur les réseaux sociaux avant l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » permet de mieux cerner les dynamiques militaires du groupe. L'opération a été soigneusement anticipée pour évaluer les mouvements et les défenses israéliennes, sur la base d'analyses tactiques et de renseignements humains, et le plan d'action comprenait des opérations de déception (comme la répétition d'exercices) pour masquer les réelles intentions.

Le Hamas a organisé de manière manifeste et régulière des exercices militaires, nommés « *Strong pillar* », sur une période de deux à trois ans avant l'attaque du 7 octobre 2023. Ces exercices comprenaient des simulations d'attaques contre des cibles israéliennes incluant des villes, des infrastructures stratégiques et des bases militaires, et étaient souvent accompagnés de vidéos et d'images détaillant les tactiques et les techniques utilisées. Ces extraits montraient des combattants s'entraînant à des assauts urbains, à la prise de contrôle de bâtiments, à la pose de pièges et d'explosifs, ainsi qu'à la capture d'otages. Les séquences étaient diffusées sur les canaux de communication du Hamas, ainsi que sur ceux d'autres factions palestiniennes, et fournissaient déjà une visibilité significative sur les intentions et les capacités des milices. Des membres des services israéliens de renseignement ont de fait depuis reconnu qu'ils avaient perçu les préparatifs mais que l'exécutif israélien estimait que la barrière protectrice de Gaza était suffisante, alors qu'il fallait parallèlement faire effort sur la protection des foyers de colonisation en Cisjordanie.

En fin de compte, l'attaque des combattants du Hamas, que le gouvernement israélien a qualifié « de pire pogrom contre les Juifs depuis la Seconde guerre mondiale », s'articule en quatre phases principales :

- Phase 1, préparation

L'opération a tout d'abord été précédée, à l'aube du 7 octobre 2023, de tirs intenses qui ont submergé le « Dôme de fer » et ciblé les bases militaires israéliennes, avec la projection d'un total de 3000 à 5000 roquettes et missiles. Des drones ont aussi été mis en œuvre pour attaquer les systèmes de surveillance et de communication israéliens et les neutraliser.

- Phase 2, ouverture de failles dans la défense israélienne

Des explosifs et des véhicules (notamment des bulldozers) ont été utilisés pour perforer la barrière de séparation israélienne en une vingtaine de lieux, créant des points faibles dans les défenses israéliennes, pendant qu'étaient mis en œuvre des missiles anti-aériens SA-7 et anti-chars Kornet. On a aussi observé l'utilisation de drones « Ababil-1 » pour des missions de reconnaissance et d'attaque et de drones suicides « Shahab », (réplique de l'Ababil-2 iranien), pour des attaques kamikazes sur des cibles préprogrammées, notamment une plateforme gazière au large de Gaza.

- Phase 3, engagement des forces aéroterrestres et maritimes

Profitant des brèches dans la défense israélienne et de tunnels pour le mouvement des troupes (et l'évasion ultérieure), environ 5000 combattants palestiniens de différentes factions (Force Nukba du Hamas, MJIP, opportunistes) ont déployé des forces terrestres et maritimes pour attaquer les bases militaires israéliennes, en utilisant aussi des paramoteurs pour attaquer ou contourner les défenses israéliennes. L'engagement a été précis et coordonné dès les premières heures de l'opération et a permis de surprendre l'appareil israélien de sécurité avant qu'il ne commence à réagir. Au soir du 12 octobre 2023, pourtant, Tel-Aviv a annoncé le ramassage d'environ 1500 corps de miliciens palestiniens sur le terrain en Israël, dont certains portaient des uniformes israéliens. D'autres ont été trouvés avec du Captagon dans les poches, ce qui pourrait expliquer la violence de l'attaque et la barbarie de certaines exactions.

- Phase 4, capture d'otages et mise en détention

Si l'attaque du 7 octobre a finalement entraîné la mort de 1200 israéliens, civils et militaires confondus, elle a aussi généré la capture d'environ 250 soldats et civils, qui ont été ramenés dans la bande de Gaza pour être utilisés comme boucliers humains et moyen de négociation.

## 2. Le modus operandi défensif du Hamas face à Tsahal

Un an après l'attaque du 7 octobre 2023, les forces du Hamas demeurent faiblement actives en raison de lourdes pertes et de la décapitation du mouvement, interdisant des actions d'ampleur et coordonnées. Le Hamas mène ponctuellement des actions de guérilla bien qu'Israël affirme avoir mis hors de combat plus des deux tiers de ses effectifs (entre 25 000 et 30 000 hommes). Plusieurs bataillons démantelés auraient été reconstitués durant la période étudiée mais la capacité offensive de ces unités est très réduite. Malgré la perte de nombreux cadres, dont le leader historique des brigades al-Qassam, Mohammed Deif, le Hamas peut toutefois toujours compter sur des cellules actives. Politiquement, l'organisation contrôle toujours la gestion de l'aide humanitaire à Gaza et maintient son influence, notamment dans le Nord, pour signaler sa présence après la guerre, au moins aussi longtemps que l'exécutif israélien n'aura pas validé une autre option.

L'opération terrestre israélienne intitulée « Glaives de fer » a rapidement rétabli l'avantage en faveur de l'État hébreu<sup>22</sup>. Pour faire face à cette asymétrie dans les rapports de force, notamment en termes de troupes, d'infanterie et de puissance de feu, les milices palestiniennes ont adapté leur stratégie défensive en privilégiant la guérilla urbaine et le harcèlement de l'attaquant. En effet, dans le contexte urbain de la Bande de Gaza, le défenseur bénéficie d'un avantage significatif, lui permettant de se préparer à l'arrivée des troupes israéliennes et de renforcer ses positions lors des périodes de trêve. Chaque bâtiment était potentiellement piégé<sup>23</sup> et renfermait une cache d'armement permettant aux membres du Hamas combattant en civil et non répertoriés comme terroristes de se déplacer et de se réapprovisionner dans une zone évacuée par l'armée israélienne. De plus, la menace tridimensionnelle inhérente au milieu urbain, la présence massive de tunnels et une connaissance fine du terrain permettent aux combattants palestiniens de garder une forme de liberté d'action et limitent certains avantages technologiques d'Israël. De façon générale, des techniques de harcèlement sont employées par le Hamas pour essayer de palier l'asymétrie de ce conflit. Les miliciens ont de prime abord privilégié les attaques furtives et éclairs plutôt que des affrontements directs, utilisant des missiles antichars ou des RPG pour contrer l'avancée terrestre de l'infanterie. A partir du 12 décembre 2023, ils se sont réorganisés dans une tactique de confrontation directe, déposant des EEI juste contre les chars, utilisant les tunnels dans un but de fixation et de mobilité discrète. Les opérations terrestres, auparavant caractérisées par des échanges sporadiques de tirs, ont évolué vers des affrontements plus longs, comme cela s'est produit à Khan Younes à la fin 2023.

---

<sup>22</sup> Dès le 8/10/2023 avec l'arrivée en nombre d'unités constituées autour de la Bande de Gaza, on peut estimer qu'Israël avait repris l'initiative.

<sup>23</sup> Aucune statistique n'existe sur le nombre de civils palestiniens tués ou blessés par de tels pièges.

### a) Les tunnels (voir aussi annexe 3)

L'utilisation des espaces souterrains dans les zones de guerre n'est pas une nouveauté. Des travaux de sape lors des sièges des forteresses du Moyen-âge jusqu'aux réseaux de Marioupol dans le conflit en Ukraine, l'utilisation des tunnels est une composante déterminante de la guerre, en particulier dans les affrontements en milieu urbain. Néanmoins, leur densité et la complexité du système dans son ensemble donnent aux tunnels de Gaza un caractère unique et posent un problème particulièrement délicat pour les IDF.

Creusés de longue date et composés de plusieurs centaines de kilomètres de galeries, ils sont pour la plupart très étroits et ne mesurent en moyenne que deux mètres de haut sur un mètre de large. En raison des tentatives israéliennes de détection et destruction, ils ont été creusés toujours plus profondément et, en 2020, Tsahal a trouvé une galerie située à plus de 70 mètres sous la surface du sol. Ces tunnels posent alors un nombre considérable de problèmes d'ordre tactique et technique. Les questions de toxicité de l'air ou d'utilisation des moyens de vision nocturne, le non-fonctionnement des systèmes de navigation et de communication, le sujet du piégeage ainsi que les forces morales nécessaires au combattant souterrain rendent ce milieu particulièrement abrasif et complexe à appréhender.

Dans ce contexte, les tunnels, surnommés le « Métro de Gaza » par les Israéliens et ayant pu être considérés comme le point focal des combats au sol, ont été davantage utilisés comme des moyens logistiques que comme des champs de bataille réels. En effet, les tunnels qui avaient été perçus par de nombreux analystes comme l'épicentre de la confrontation terrestre à Gaza ont en réalité été relativement peu exploités à ces fins, les milices palestiniennes semblant les préférer pour être mobiles rapidement sur le territoire, pour s'infiltrer et procéder à des attaques « surprises » et s'en servir pour consolider des fronts fragiles. Les Brigades Al-Qassam se sont efforcées d'en maintenir certains opérationnels aussi longtemps que possible, les utilisant principalement pour le transport, le stockage d'armes et le logement de combattants. Les rares cas documentés d'utilisation guerrière des tunnels par les miliciens ont eu lieu lors de combats dans la zone tampon près de la frontière, où ils étaient principalement exposés. Ainsi, à partir du 13 novembre 2023, les FDI découvrent des infrastructures terroristes à l'université al-Qods et à la mosquée Abou Bakr ; elles n'ont pas cessé depuis d'en découvrir de nouveaux. Ces souterrains, souvent situés dans des zones non associées à des activités militaires (telles que les hôpitaux, les camps ou les écoles), ont été dénoncés par les rapports de Tsahal. Le 12 février 2024, Tsahal a ainsi mis au jour un tunnel servant de centre des services de renseignement militaire du Hamas, situé sous le siège de l'UNWRA à Gaza. L'infrastructure électrique en était reliée au bâtiment.

## b) Les roquettes

Dans l'arsenal des groupes armés palestiniens, on trouve une multitude de systèmes (produits localement ou encore importés illégalement via le point de passage de Rafah ou par les tunnels de contrebande passant sous l'axe Philadelphie), dont :

- Qassam 1 à 4, (imprécises), portée respective 3 à 15 kms et charge utile de 0,5 à 10 kg (Hamas) ;
- Al-Nasser, utilisées par les comités de résistance populaires ;
- Al-Quds 101 ou 102, fusées artisanales du MJIP ;
- Khaibar 1 (M-302 / R-160), surtout fabriquées en Syrie pour le Hezbollah, portée 100 kms ;
- Arafat 1 ou 2, employées par les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa et tirées depuis la Cisjordanie ;
- Fajr-5 (M-75), produites localement par le Hamas avec des plans iraniens ;
- Lance-roquettes multiples Al-Quds 3, (Hamas et MJIP) ;
- Saria-2 (Tanzim), Sumoud (FPLP), Badr-3 (MJIP), Ayyash-250 (Hamas).



Selon les estimations, le coût de production des systèmes les moins sophistiqués était d'environ 800 dollars en 2001. Bien qu'il soit complexe d'établir avec précision les coûts actuels de production, il apparaît clairement que l'asymétrie des coûts (pour mémoire un missile d'interception du système Dôme de fer coûte au minimum 50 000 USD) avantage financièrement les milices.

Les tirs de roquettes, qui ont constitué, avec l'incursion terrestre, l'une des composantes majeures de l'attaque du 7 octobre donnant ainsi son nom à l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », ont continué de manière irrégulière jusqu'à la fin de l'année 2023, avant de diminuer considérablement en 2024. Cette baisse a pu s'expliquer d'une part par l'action de l'armée israélienne : frappes aériennes visant prioritairement les sites de lancement depuis le début du conflit, découverte d'arsenaux, élimination des servants. Une autre explication a été une réduction drastique des stocks de munitions, bien que la réalité démontre la mise au jour régulière de nouveaux arsenaux.

Ainsi, le 30 janvier 2024, l'armée israélienne a affirmé avoir détruit les rampes de lancement utilisées la veille lors de l'envoi d'une salve de roquettes vers Tel-Aviv. Dans la même période, Tsahal a annoncé que les troupes de la 98<sup>e</sup> division avaient pénétré au cœur de Khan Younès, dans les bureaux de plusieurs responsables du Hamas, dont Yahya Sinwar et avaient fouillé des infrastructures terroristes, comme un bâtiment des services de renseignement militaire et une importante usine de fabrication de roquettes. De même, le 31 janvier 2024, au cours de combats à l'Ouest de Khan Younès, la 7<sup>e</sup> Brigade blindée a attaqué un poste de production d'armes du MJIP : les soldats israéliens ont découvert et détruit une fabrique de roquettes dans laquelle se trouvaient des roquettes à longue portée, des missiles ATGM (*Anti-Tank guided Missile*), des mines et des charges explosives dissimulées dans des sacs de l'UNRWA. De plus, une voie souterraine du complexe a été localisée et détruite. Le 2 février 2024, lors d'une opération menée par la 646<sup>e</sup> brigade de parachutistes de réserve, Tsahal a affirmé que ses soldats ont aussi découvert une usine de fabrication de roquettes à Nuseirat.

### c) La résilience du « soldat fantôme », la tactique du « hit and run »

Depuis le début de l'incursion terrestre israélienne dans la bande de Gaza, Tsahal a été continuellement confronté à la riposte des milices dans les cinq districts de la région. Indépendamment des controverses entourant les statistiques destinées à justifier ou non les objectifs de guerre, il semble que les milices palestiniennes dans la Bande aient toujours été en capacité, certes de plus en plus difficilement de perturber les efforts continus de l'opération militaire israélienne<sup>24</sup> ou d'infliger des pertes ponctuellement à l'armée israélienne. Tsahal, initialement engagé dans une offensive visant à conquérir la bande de Gaza du Nord au Sud avec l'opération finale à Rafah, a repris ses opérations dans le Nord de la bande en intervenant à Jabaliya, une zone qui avait été déclarée sous contrôle cinq mois auparavant. Cette situation a engendré un imaginaire collectif émergent, celui du « soldat fantôme », où les miliciens palestiniens semblent profiter de la situation pour se fondre dans la masse civile, contrôler le terrain via les tunnels et réapparaître dans des zones supposées être sous contrôle de Tsahal.

Indépendamment des divers moyens de mobilité alternatifs qui pourraient expliquer ces reprises territoriales, les milices palestiniennes imposent un bilan meurtrier à Tsahal, malgré l'asymétrie des forces

---

<sup>24</sup> Bien que les milices semblent moins enclines à mener des actions coordonnées, elles conservent la capacité d'organiser des manœuvres de harcèlement à travers des actions de guérilla.

en présence<sup>25</sup>. Ces « fantômes qui ont eu le temps de réfléchir à l'endroit où ils vont se trouver et choisir le moment de l'engagement », répondent à une stratégie de guerre semblable à celle de la guérilla.

Le « *hit and run* » des milices s'est caractérisé par des attaques rapides et sporadiques contre l'adversaire, suivies d'une retraite rapide avant toute contre-attaque significative. Cette tactique vise à infliger des dommages à l'adversaire tout en minimisant les pertes propres en évitant un engagement prolongé.

Les miliciens de la bande de Gaza ont adapté leurs tactiques et l'utilisation de leurs armes à cette stratégie du « *hit and run* ». Par exemple, les missiles antichars PG-7VR furent employés à très courte distance pour contourner le système Trophy des chars Merkava israéliens. Les équivalents iraniens des mines antichars TC/6 italiennes furent quant à eux directement placés sur les chars et équipés de minuteurs déclenchant la charge quelques secondes après la pose, servant ainsi davantage de charges explosives que d'outils de minage.

Parallèlement, les vidéos diffusées par les canaux de communication des milices ont contribué, par leur propagande, à la création d'un mythe autour du soldat fantôme et furent réalisées de manière à ce que la menace des miliciens plane dans l'imaginaire des troupes israéliennes. Symbole de cette communication : l'AM-50 Sayyad. Ce fusil de sniper iranien utilisé sur les champs de bataille au Yémen, en Syrie, et par des milices chiites en Irak, a été érigé en symbole de la pratique du soldat fantôme, tant il semble adapté à l'environnement urbain de Gaza. Les milices se sont filmées en train d'utiliser mais surtout de fabriquer ces fusils sur place, véritables outils de communication.

La stratégie de « *hit and run* » des milices palestiniennes, que l'on aurait pu penser uniforme et linéaire s'est ajustée au rythme du conflit. En effet, durant les premières phases de l'incursion israélienne dans la bande de Gaza, les milices ont adopté une attitude défensive, tentant de ralentir l'avancée des FDI quartier par quartier, avec des exemples fréquents de tirs à vue lorsque les unités de Tsahal étaient en mouvement. Ensuite, les miliciens ont privilégié les actions d'embuscades éclairs, en laissant d'abord l'assiégeant occuper le terrain. Cette évolution a indiqué un affaiblissement des forces miliciennes, préférant économiser munitions et hommes, corroborant ainsi les déclarations des FDI. Il y a eu également adaptation à la stratégie israélienne qui, jusque-là, avait évité les confrontations directes, préférant engager la menace par des frappes aériennes dès qu'elle est localisée, malgré le risque élevé de dommages collatéraux. La confrontation directe a évolué avec le temps en une guérilla décentralisée jusqu'aux plus petits échelons.

Ces tactiques se sont accompagnées également d'une exploitation méticuleuse de l'environnement urbain, permettant aux milices d'exercer un jeu de pressions par la menace constante d'une attaque. En effet, avec un territoire urbanisé à 87 % et de nombreuses voies de mobilité non contrôlées, la bande de Gaza constitue un terrain intrinsèquement favorable à la guérilla. Après plusieurs mois d'opérations militaire, les 22,9 millions de tonnes de débris ont complètement remodelé le paysage urbain. Dans ces dédales de quartiers en ruines, il est particulièrement difficile d'évaluer la menace, notamment lorsque les miliciens se fondent dans l'hyperdensité de la population et évoluent dans un environnement parsemé de lieux où l'usage de la force est restreint (écoles, mosquées, camps).

Enfin, les tactiques de guérilla employées par les milices ont imposé un lourd tribut aux troupes israéliennes et leur mode opératoire a eu des conséquences émotionnelles considérables. D'après

---

<sup>25</sup> Sur une année d'opération terrestre, l'armée israélienne déplore en moyenne 1,2 mort par jour, ce qui est à la fois beaucoup pour une armée habituée à des guerres courtes et des pertes réduites et également très peu si l'on considère la position d'attaquant d'un immense complexe urbain préparé à la défense et tenu par des combattants bien armés et maîtrisant leur environnement.

plusieurs médias israéliens, un nombre important de soldats réservistes a développé des troubles de stress post-traumatique (TSPT) après leur service à Gaza. En janvier 2024, environ 1600 soldats israéliens souffraient de TSPT, un chiffre qui a presque doublé en juin 2024. Si ces chiffres peuvent être relativisés à l'échelle de toute une armée, ces "soldats fantômes (...) qui surgissent de nulle part pour attaquer sans [qu'on puisse] les apercevoir" représentent aujourd'hui une composante non négligeable de cette nouvelle guerre émotionnelle<sup>26</sup>.

#### d) L'utilisation des otages et l'immersion dans le milieu civil

La technique de la prise d'otages doit être vue comme un élément central et fédérateur du modus operandi palestinien « canal historique ». Sa représentation la plus spectaculaire en fut le détournement du vol Air France Tel-Aviv - Paris le 27 juin 1976.

Le 7 octobre 2023, environ 250 otages ont été enlevés ; pendant la trêve fin novembre 2023, 110 ont été relâchés (33 mineurs, 49 femmes adultes, 28 hommes). En échange, le Hamas a récupéré 240 prisonniers<sup>27</sup>. Les brigades Al-Qassam considéraient quant à elles en avril, que le nombre total de captifs tués par les opérations israéliennes pourrait être supérieur à 70. Le recours aux otages est donc une composante éprouvée de la tactique militaire du Hamas dans la mesure où elle s'inscrit dans une longue généalogie déjà évoquée. Les otages représentent un moyen de faire la guerre à plusieurs titres. La localisation incertaine des otages, probablement pour le Hamas lui-même, entraîne une très forte incertitude pour la conduite des opérations israéliennes. Employés comme bouclier humain contre tout principe du droit international humanitaire, ils viennent réduire l'asymétrie des combats en imposant aux Israéliens des précautions supplémentaires dans l'emploi de la force.

Par ailleurs, le plan de négociations pour la libération des otages montre le rôle pivot qu'ils occupent et l'avantage stratégique que cherche à en tirer le Hamas. Le nombre d'otages, le fait que ce soient majoritairement des civils et leur probable dissémination sur tout le territoire gazaoui sont des atouts prépondérants pour le Hamas dans la conduite de sa guerre. La figure de l'otage israélien caché dans Gaza devient une vulnérabilité critique pour la mise en œuvre du plan de manœuvre israélien. Cet élément est déterminant dans la mesure où il est un facteur qui influe directement sur le temps de la guerre. En effet, grâce à leurs otages, les combattants du Hamas maîtrisent une partie du tempo des opérations. Ils peuvent ainsi jouer sur la prolongation des combats. En fin de compte, c'est la détention des otages qui assure au Hamas en guerre une partie de sa capacité de durée et sa liberté d'action. A contrario, la figure de l'otage place stratégiquement les planificateurs israéliens au centre d'un dilemme dans la mesure où elle vient en contradiction directe avec la volonté israélienne de voir disparaître militairement le Hamas. En effet, un contrôle total du territoire sans libération des otages pouvait-il être considéré comme une victoire aux yeux de l'opinion israélienne ?

Les brigades palestiniennes avaient et ont toujours, la capacité de se dissimuler au sein de la population civile car les miliciens ne portent pas d'uniforme, ce qui crée une confusion entre les combattants et les non-combattants. L'utilisation de vêtements civils par des combattants, souvent très mobiles et discrets,

---

<sup>26</sup> En témoigne la requalification par l'État-major israélien du suicide du sergent-major réserviste Eliran Mizrahi parmi ceux "tombés au champ d'honneur ». Ce vétéran handicapé de Tsahal, diagnostiqué avec un TSPT, s'était donné la mort le 7 juin 2024 après avoir reçu l'ordre de son redéploiement à Rafah.

<sup>27</sup> Un ratio qui n'a rien à voir avec celui de 2011 quand le soldat israélien kidnappé Gilad Shalit avait été libéré contre 1027 terroristes palestiniens, dont Yahya Sinwar, le cerveau du 7 octobre 2023. Cet échange après presque deux mois de bombardements intensifs et de combats au sol alimente le narratif du Premier ministre Netanyahu qui souligne que c'est la force militaire qui contraint le Hamas à la négociation.

a été largement critiquée par Israël. Selon l'État hébreu, ces tactiques entravent l'accès aux couloirs humanitaires destinés aux déplacés, transformant ainsi les civils en boucliers humains et entraînant un lourd tribut pour ces derniers. Les miliciens voient la présence de civils comme une protection contre les bombardements. Leur rhétorique de propagande, qui glorifie la mort en martyr pour la population civile<sup>28</sup>, corrobore ces accusations et participe du nouveau modus operandi des brigades.

#### e) Hamas et guerre électronique

Le Hamas n'a jamais été au même niveau qu'Israël en matière de guerre électronique (GE) durant la période étudiée. Principalement financé et équipé par l'Iran, le Hamas a bénéficié, avant et pendant les opérations, d'équipement de GE d'origine iranienne (moyens de GE très inspirés des moyens russes<sup>29</sup>) et entrés secrètement dans la bande de Gaza par le système des tunnels. Le 15 mai 2021, Israël n'avait pas hésité à détruire l'immeuble qui abritait les bureaux de l'agence de presse Associated Press ainsi que ceux de la chaîne d'information Al Jazeera à Gaza, immeuble soupçonné par Tsahal d'abriter également des équipements électroniques du Hamas capables de brouiller leur système de protection du « Dôme de fer »<sup>30</sup>. Cependant, Israël n'a jamais pu prouver la réalité de l'existence de ces équipements après la destruction de l'immeuble car, si c'était le cas, le Hamas n'avait pas intérêt à révéler à Tsahal l'étendue de ses capacités. L'attaque « Déluge d'al-Aqsa » a ouvert les yeux des observateurs internationaux sur la capacité du mouvement de la résistance islamique à préparer cette opération tout en réussissant à en dissimuler les préparatifs. Le Hamas a donc pris en compte l'emploi de la GE par Israël de la seule des façons possibles pour lui, à savoir en se faisant particulièrement discret à tous points de vue dans la préparation de l'attaque. L'organisation palestinienne a fait preuve d'une discipline sans faille dans l'emploi des systèmes de communication, puisqu'il semble qu'il n'y ait eu aucune « fuite » sur la préparation des événements du 7 octobre. Par ailleurs, la construction des tunnels s'est faite sans qu'elle soit remarquée et a pu s'accompagner de l'installation d'un réseau filaire de télécommunications qui n'a donc pu être repéré par les Israéliens puisque n'émettant pas dans l'environnement électromagnétique. Tsahal a même mis au jour une salle de serveurs informatiques dans un tunnel situé sous le siège de l'UNRWA<sup>31</sup>.

Il est avéré que le Hamas a tenté de brouiller les signaux GPS pour gêner l'utilisation des drones et missiles israéliens ; en revanche, et malgré tout le soutien technique et financier qu'a pu leur apporter l'Iran, si les Palestiniens ont pu avoir plus que des brouilleurs de GNSS (Géolocalisation et navigation par un Système de Satellites), ils n'ont certainement pas été dotés de matériels beaucoup plus puissants, difficiles à introduire clandestinement dans la bande de Gaza sans que les Israéliens ne le remarquent. Des brouilleurs individuels facilement achetables sur Internet ont pu y être introduits depuis des années, peut-

---

<sup>28</sup> « La défaite de ceux qui sont incapables de soumettre une population dont les enfants donnent des leçons de courage aux adultes impuissants. Des femmes qui élèvent des générations et incarnent l'essence de la résistance, la transformant en une force légendaire de l'époque et un symbole iconique de courage, de sacrifice et d'héroïsme. (...) Comment peuvent-ils vaincre une population dont la résistance est profondément ancrée dans la conscience collective, partageant le fardeau de la souffrance, de la douleur et de l'espoir ? Ils sacrifient ce qu'ils ont de plus cher, avec des chefs et des soldats marchant dans le sentier d'Allah, défendant les sanctuaires les plus saints et les causes les plus importantes » Traduction du BOC de l'allocution d'Abou Obeida, le 16 février 2024.

<sup>29</sup> <https://avia.pro/news/iran-poluchil-na-vooruzhenie-kompleksy-reb-sravnimye-s-rossiyskoy-krasuhoy/> / 27/10/2022 / L'Iran a reçu des systèmes de guerre électronique comparables au Krasukha russe et <https://sop.ru/news/announcements/rossiya-postavila-iranu-sredstva-radioelektronnoy-borby/> / 28/11/2011 La Russie fournit du matériel de guerre électronique à l'Iran.

<sup>30</sup> Le bâtiment d'al-Jalaa abritant l'Associated Press et Al Jazeera est touché par la frappe aérienne israélienne à Gaza. (Reuters : Ashraf Abu Amrah) <https://www.abc.net.au/news/2021-06-09/israel-ap-building-in-gaza-used-electronic-warfare-iron-dome/100200352/> Israël dit avoir détruit le bâtiment de l'AP à Gaza parce qu'il était utilisé pour cibler le « Dôme de fer ».

<sup>31</sup> <https://fr.timesofisrael.com/Tsahal-decouvre-un-centre-de-donnees-secret-du-HAMAS-sous-le-siege-de-lunrwa-a-gaza/> Emanuel Fabian 11 Février 2024.

être grâce à l'appui de l'Iran. Force est toutefois de constater que le Hamas a compensé sa faiblesse face à plus fort que lui, notamment par une réflexion et une volonté d'adaptation au niveau tactique.

### 3. Pour TSAHAL, le dilemme des opérations sur fronts simultanés

Le scénario redouté par les Israéliens résidait, avant le 7 octobre, dans le fait de devoir mener simultanément des opérations de haute intensité sur plusieurs fronts : celui de Gaza (au niveau d'intensité prévalant fin 2023), celui du Nord face au Hezbollah (au niveau qui était celui de la deuxième guerre du Liban à l'été 2006), celui de la Cisjordanie, le front intérieur face à la communauté arabe israélienne (comme pendant les Intifadas de 1987-1993 et de 2000-2004, ou encore les heurts entre Israéliens juifs et arabes en mai 2021<sup>32</sup>), sans parler d'une éventuelle montée des tensions régionales avec l'Iran, toujours capable d'activer d'autres proxys régionaux (en Syrie, Irak, Yémen), voire de frapper directement le territoire israélien, comme ce fut le cas le 13 avril et le 1er septembre 2024. Opportunément pour l'armée de Terre israélienne, celle-ci a pu concentrer dans un premier temps et depuis le début de l'opération son effort offensif sur le front principal Sud, c'est à dire Gaza. Depuis le 7 octobre, le Commandement Sud fait se relayer 3 à 5 divisions qui procèdent à un « tamisage » de plus en plus fin de la Bande pour y réaliser les objectifs israéliens.

Face au Liban, le dispositif terrestre est resté jusqu'en septembre 2024 essentiellement défensif. Le Commandement Nord avait sous ses ordres 3 divisions territoriales et de manœuvre (unités d'active et de réserve). Par le biais de tirs d'artillerie et de chars, les forces détruisaient des cibles pré-identifiées et d'opportunité du Hezbollah, le plus souvent en réaction à des tirs venant du Liban. Sur plusieurs mois, ce modelage de l'ennemi a eu pour résultat d'affaiblir ses capacités militaires, ce qui fut particulièrement utile par la suite. Avant une éventuelle opération terrestre israélienne au Liban, l'armée de l'Air israélienne a fourni l'effort principal en frappant l'infrastructure du Hezbollah jusque profondément à l'intérieur du territoire libanais (plaine de la Bekaa notamment, la banlieue chiite de Beyrouth restant relativement épargnée durant la période étudiée).

En Cisjordanie, avec les unités du Commandement Centre, l'armée de Terre israélienne a procédé à des raids régulièrement meurtriers<sup>33</sup> pour arrêter et neutraliser des cellules du Hamas. Tout en restant « sous le radar » des opérations principales à Gaza et au Nord, elle protégeait les colonies et prévenait tout embrasement résultant d'une possible cristallisation des mécontentements palestiniens en réaction à l'opération à Gaza.

Sur le front intérieur israélien, face à la communauté arabe restée calme (Jaffa, Wadi Araba en Galilée, Néguev), la mission de surveillance et éventuellement d'intervention demeura du ressort des FSI (Forces de Sécurité Intérieure) israéliennes. Elle consista principalement à garder ouverts les axes de communication terrestres du pays.

#### a) Priorité à Gaza : négocier pour les otages ou détruire le Hamas ?

Si l'échelon politico-militaire est resté unanime sur l'objectif de neutraliser le Hamas, il a été longuement divisé sur la stratégie à mettre en œuvre. Israël est une démocratie et l'armée obéit au pouvoir politique ;

---

<sup>32</sup> 3 morts et des centaines de blessés.

<sup>33</sup> Plus de 600 Palestiniens tués, y compris par des frappes de drone, ce qui n'était pas arrivé depuis la deuxième intifada.

elle mène donc une opération militaire conformément aux ordres qu'elle reçoit mais l'appareil sécuritaire<sup>34</sup> reproche presque ouvertement au Premier ministre (PM) Netanyahu de ne pas avoir de stratégie autre que sa propre survie politique en faisant durer les opérations. En fixant comme préalable à toute réflexion sur l'avenir de l'administration de Gaza une défaite militaire complète du Hamas, le Premier ministre a pris et assumé le risque de faire durer le conflit plusieurs mois, voire années, et de fragiliser chaque jour un peu plus la position israélienne vis-à-vis de ses alliés américains, européens et arabes (notamment l'Arabie Saoudite, qui pourrait jouer un rôle clé dans la reconstruction de Gaza). Le PM israélien a soutenu dans le passé une solution à deux États mais il est apparu prisonnier de son alliance politique avec le courant politique extrémiste incarné par les ministres Smotrich et Ben Gvir, hostiles à ce projet.

L'armée souhaitait que parallèlement à l'opération militaire, et non après, une stratégie impliquant des partenaires internationaux soit élaborée et progressivement mise en œuvre pour l'avenir de l'administration de la bande de Gaza.

Deux visions se sont donc affrontées durant tout le conflit : d'un côté, Netanyahu, guidé par sa survie politique et peu pressé de « terminer » cette guerre par un accord sur la libération des otages et prompt à rejeter la faute du désastre du 7 octobre sur l'appareil militaro-sécuritaire (renseignement et opérations) ; de l'autre, ce même appareil militaro-sécuritaire accusant le Premier ministre d'avoir fracturé le pays et de ne pas avoir envie de terminer la guerre de Gaza, ce qui contribue à l'isolement d'Israël sur la scène internationale. Au-delà de ces manipulations orchestrées par les deux camps, la réalité plus prosaïque est qu'en la personne de B. Netanyahu cohabitent côté pile, une personnalité à la moralité contestable, et côté face, un véritable leader politique et stratège. Jusqu'en 2021, le côté face du leader politique et stratège dominait ; depuis cette date la personnalité contestable éclipse le leader à la vision stratégique<sup>35</sup>. S'il n'y a pas eu a priori d'état final recherché à Gaza, c'est qu'au fond, à défaut de pouvoir expulser la population palestinienne et ne voulant pas administrer celle-ci par une occupation permanente, Israël demeurera condamné à monter la garde face à Gaza<sup>36</sup> et, afin d'éviter un nouveau 7 octobre, d'intervenir autant de fois que nécessaire, de manière préventive cette fois, comme en Cisjordanie (raids terrestres ou frappes à distance) pour annihiler tout risque identifié avant qu'il ne devienne une menace tangible.

Depuis l'issue de la trêve négociée fin novembre 2023, le Hamas a refusé de libérer des otages tant qu'il n'obtenait pas de garanties sur l'arrêt de l'opération militaire israélienne. Or cette fin apparaissait impossible tant que l'armée israélienne n'avait pas atteint ses objectifs, mal définis. Indubitablement, l'opération militaire a affaibli quotidiennement un peu plus l'infrastructure du Hamas et les FDI ont toujours insisté sur le fait que la pression exercée sur le Hamas poussait ce dernier à négocier. Israël ne souhaitait donc pas de pause opérationnelle trop longue en échange d'une libération d'otages, pause qui

---

<sup>34</sup> Expression regroupant dans leur ensemble le personnel servant ou ayant servi professionnellement dans l'armée et les services de sécurité : anciens militaires du Cabinet de guerre (Yoav Galant et Benny Gantz), Tsahal, Mossad, Shin Bet. Le ministre de la défense, ex-général, reproche lui-même au PM son absence de stratégie à l'échelle du pays.

<sup>35</sup> Selon un sondage publié le 29 mai 2024 dans le journal Haaretz, réputé hostile au PM Netanyahu, celui-ci demeure toutefois la personnalité la plus plébiscitée pour être ou rester Premier ministre.

<sup>36</sup> L'appareil sécuritaire israélien ne veut pas du déploiement d'une force « amie » (arabe, américaine, européenne ...) à Gaza car elle estime que les mouvements terroristes palestiniens profiteront de cet écran pour développer à nouveau leur infrastructure militaire. De même, il juge les objectifs américains et européens de paix complètement irréalistes compte tenu de l'état d'esprit palestinien et des résultats obtenus en Irak ou en Afghanistan.

permettrait au Hamas de se réorganiser, voire de remporter une nouvelle victoire médiatique<sup>37</sup> en imposant son tempo du conflit à Israël. Bien sûr, au sein de la société israélienne et dans les points de presse du porte-parole militaire, la question des otages a été omniprésente. Ceux-ci sont donc à la fois un objectif (leur libération) et une contrainte (que les opérations israéliennes ne portent pas préjudice à leur vie<sup>38</sup>) pour « Glaives de fer ». C'est le Cabinet de guerre<sup>39</sup> et, in fine, le Premier ministre qui ont constamment arbitré entre ces deux données ; durant toute la période étudiée, aucun nouvel accord n'a été possible par l'intermédiaire des médiateurs (principalement Égypte et Qatar) entre les deux parties en guerre.

## b) Le conflit par phases, vu par les Israéliens

### i. *Le choc du 7 octobre : réaction immédiate*

Des causes multiples peuvent expliquer la surprise subie par l'armée israélienne et c'est leur conjonction qui explique le désastre : attaque la veille d'une fête religieuse populaire (Soukkot<sup>40</sup>) lorsque les permissions sont plus importantes ; indices décelés et rapportés par la voie hiérarchique par les opérateurs du Corps du Renseignement appelés « les yeux d'Israël<sup>41</sup> » et capables d'observer tous les points au-delà de la barrière de sécurité, mais négligés par le commandement dans la soirée du 6 octobre ; exercices répétés du Hamas faisant croire à une énième répétition ne débouchant sur rien ; croyance exagérée dans la technologie de la barrière de sécurité et le renseignement technologique ; perte progressive de renseignement d'origine humaine ; une certaine démobilisation et grogne des réservistes en particulier des pilotes de l'armée de l'Air<sup>42</sup> contre le gouvernement du PM Netanyahu, et spécialement sa réforme judiciaire ; une accoutumance trop longue à l'absence de conflit (le festival de musique qui s'est tenu à Réïm n'aurait jamais été autorisé en cas de risque avéré) ; un camouflage parfait des préparatifs de son attaque par le Hamas ; une connaissance fine du tissu civil et militaire israélien entourant la bande de Gaza par le Hamas, cultivée patiemment grâce aux Palestiniens de Gaza bénéficiant d'un permis de travail en Israël<sup>43</sup>.

Les indices, remontés le 6 octobre en soirée par la voie hiérarchique du Corps du Renseignement, ont donné lieu à une réunion d'évaluation de hauts responsables, qui ont pourtant jugé les éléments cités non probants et ont décidé de se réunir pour un nouveau point dans la matinée du 7 octobre.

---

<sup>37</sup> La société israélienne a été durablement marquée par l'échange du soldat Gilad Shalit, enlevé par le Hamas en 2006 et libéré en 2011, à l'issue de longues négociations, contre 1.027 prisonniers palestiniens, dont 480 condamnés à perpétuité pour des attentats meurtriers en Israël. Cet accord illustre l'attention extrêmement forte qu'Israël porte à ses otages mais, les années passant, il a été vivement critiqué par de larges pans de la société israélienne. La sensibilité de la question des otages aujourd'hui pose pourtant à nouveau la question de la pertinence d'un tel accord.

<sup>38</sup> Le Hamas déclare que des otages israéliens ont été tués par des bombardements israéliens, ce qui est possible, mais néanmoins invérifiable et pourrait aussi servir l'influence du mouvement palestinien : faire cesser ou diminuer les bombardements israéliens et se dédouaner de la mort d'otages. <https://www.aljazeera.com/news/2024/3/1/HAMAS-says-seven-captives-killed-in-israeli-army-bombing-of-gaza>

<sup>39</sup> Dissous par le PM Netanyahu le 17 juin 2024 suite à la démission des généraux (2S) Gantz et Eisenkot.

<sup>40</sup> La fête de Soukkot dure une semaine et commémore les quarante années passées au désert sous la protection de Dieu. Pendant cet exode, les Hébreux vivaient dans des tentes (Soucca). A l'occasion de cette fête, des cabanes sont encore érigées aujourd'hui dans les jardins ou sur les balcons.

<sup>41</sup> Les yeux d'Israël surveillaient, par le biais de capteurs spécialisés et H24, l'ensemble des frontières terrestres israéliennes. Il s'agissait de jeunes filles effectuant leur service militaire. En cas de besoin et après accord de leur supérieur, elles pouvaient déclencher depuis leur poste de travail des tirs d'armes automatiques sur les objectifs décelés.

<sup>42</sup> Les pilotes de l'armée de l'Air jouissent d'une grande aura en Israël. Les pilotes réservistes, très engagés contre la réforme judiciaire du PM Netanyahu, n'effectuent plus pour la plupart d'entre eux les permanences de vols opérationnels le week-end, en signe de protestation. Un fait certainement mis à profit par le Hamas et qui explique, en partie, la lenteur de la réaction de l'armée de l'Air le 7 octobre, les premiers avions intervenant 8 heures après le début de l'attaque, délai incompréhensible pour les Israéliens car Gaza est à quelques minutes de vol des bases.

<sup>43</sup> Croyance liant automatiquement le développement économique à la tempérance idéologique, pourtant démentie par la réalité.

- Le 7 octobre

- Échec du renseignement militaire (Aman) ;
- Un dispositif militaire insuffisant et attaqué par surprise ;
- 1169 morts dont 155 militaires, un nombre indéterminé de militaires enlevés ;
- Intervention d'hélicoptères Apache : frappes sur des véhicules du Hamas<sup>44</sup> retournant à Gaza ;
- Arrivée des premiers renforts en milieu de journée (par hélicoptères CH 53<sup>45</sup>) puis par voie terrestre ;
- A 10h45, le porte-parole de l'armée déclare à la télévision « nous sommes en état de guerre » ;
- Premiers bombardements de l'armée de l'Air dans la bande de Gaza autour de 14h, soit 8 heures après le début de l'attaque du Hamas.

## Les ressources humaines au profit de la guerre

Composante essentielle de la masse de l'armée et en particulier des forces terrestres, la réserve est convoquée dès le 7 octobre. 300 à 360 000 réservistes ont ainsi été appelés, quand ils n'ont pas rejoint d'eux-mêmes leur unité d'affectation compte tenu de l'ampleur de la tragédie. Sur une population israélienne totale de 9,5 millions d'Israéliens, dont il faut pourtant retrancher 40 % de non mobilisables<sup>46</sup> (Arabes israéliens, Juifs orthodoxes), ce nombre est impressionnant<sup>47</sup>. Différents éléments doivent cependant être pris en compte : la nécessité de conduire la guerre dans la durée et donc d'effectuer des rotations de personnels comme de poursuivre leur entraînement, le besoin de solder les réservistes décemment, l'impératif de continuer à faire tourner l'économie du pays ... Au filtre de tous ces impératifs, le nombre de 300 000 réservistes mobilisés et équipés en quelques jours reste une prouesse extraordinaire. Le recours à la conscription des Juifs ultra-orthodoxes permettrait de réduire le nombre de réservistes, au bénéfice de leurs familles et de la vie économique<sup>48</sup> du pays mais cette solution était encore écartée par le PM Netanyahu pour des raisons politiques début juin 2024.

---

<sup>44</sup> Il est possible que lors de ces frappes des otages aient été tués par des tirs israéliens. C'est aussi probablement le cas lors de combats entre le Hamas et les IDF dans la reprise de villages autour de la bande de Gaza. Le général de brigade Barak Hiram, commandant alors la 99<sup>ème</sup> division arrivant de Cisjordanie, a été mis en cause dans un tel incident le 7 octobre à Be'eri. Il a été par la suite blanchi par une enquête interne de l'armée. A ce sujet, le porte-parole de l'armée a indiqué, le 25 octobre : « des décisions très difficiles ont dû être prises le 7 octobre ».

<sup>45</sup> Dont l'un a été détruit par un tir de RPG juste après le débarquement de la troupe transportée

<sup>46</sup> Sur une classe d'âge à 18 ans de 70.000 personnes, 45.000 effectuent leur service et seulement 31.500 l'effectuent dans une unité combattante. Alors que 63.000 Juifs ultra-orthodoxes pourraient servir dans l'armée comme réservistes, seuls 900 ont volontairement rejoint l'armée depuis le 7 octobre 2023. Pour remplir l'ensemble de ses missions dans le contexte actuel, l'armée estime avoir besoin de 7.000 conscrits supplémentaires.

<sup>47</sup> Il est encore jugé faible par certains en Israël, qui rappellent que lors de la Guerre de Kippour en 1973, 600.000 réservistes étaient mobilisés alors que la population totale du pays se montait à 5 millions d'habitants.

<sup>48</sup> Même s'il est trop tôt pour obtenir des chiffres précis, l'impact est réel : chômage, faillites, divorces, etc. sont le côté sombre de ces rappels longs et à répétition.

## FOCUS : les « Kitat konenout » ou « unités d'alerte »

Les classes d'alerte ont été créées début novembre 2023 pour répondre au risque d'attaques menées par des terroristes infiltrés de Gaza, du Liban ou de Cisjordanie contre les villes israéliennes petites ou moyennes, mal pourvues en moyens policiers et hors Cisjordanie. En effet, l'armée est déployée aux frontières, 300 000 réservistes sont mobilisés au profit de l'armée, la police est en sous-effectif important et débordée par le regain d'appels téléphoniques depuis le 7 octobre, le risque d'un soulèvement de la population arabe israélienne est pris au sérieux ...

Les municipalités, l'armée par le biais du Commandement pour le front intérieur et la Police se mettent autour de la table et décident de la mise sur pied immédiate de « classes d'alerte » pour répondre à ce besoin de sécurité émanant des citoyens. L'armée sélectionne les candidats dans le vivier des volontaires (1/10) qui doivent être réservistes, avoir servi dans une unité d'infanterie, et avoir entre 30 et 55 ans. Dans la pratique, la moyenne d'âge des candidats retenue est proche de 50 ans, les plus jeunes étant appelés comme réservistes sur les différents fronts. L'armée fournit l'armement, l'uniforme militaire ainsi qu'un rappel ISTC. La municipalité établit les zones à défendre, à surveiller, à patrouiller, établit les calendriers de garde, fournit les communications ; la Police fournit l'appui judiciaire car les classes d'alerte n'en ont aucun. Suivant la taille des municipalités, les effectifs des classes varient ; mais la composition est la même : un responsable et un adjoint, un médecin, des équipiers. Les personnels sont volontaires, non rémunérés ; ils utilisent leurs véhicules personnels en cas de besoin.

Cependant au bout de quelques jours ou semaines, il apparaît que les invasions redoutées ne se sont pas produites et que l'insécurité, traditionnellement basse, n'a pas augmenté. Le besoin né du sentiment d'insécurité généré lui-même par le traumatisme du 7 octobre et une addiction aux chaînes d'information permanentes a disparu. Les volontaires trouvent moins d'attrait à des missions répétitives et dénuées d'intérêt. 6 mois après leur création, les dernières classes d'alerte encore actives sont dissoutes.

Néanmoins le système a été testé, il est jugé bon en cas de besoin. La bureaucratie sécuritaire a été court-circuitée par des acteurs pragmatiques soucieux d'efficacité dans l'urgence, solution qui a été légalisée par la suite. Selon des défenseurs de ce système de défense, qui regrettent sa disparition hâtive, le système est perfectible en confiant des missions plus opérationnelles à ces équipes qui ont fini par être démotivées par l'absence d'action : il faudrait planifier et exécuter des exercices, des déploiements temporaires à l'arrière des fronts, conférer aux classes certains pouvoirs de police.

A côté de l'armée, des réservistes, de la police et des citoyens armés, cette solution temporaire de classes d'alerte constitue une solution pragmatique et efficace qui pourra être réactivée dans le futur en cas de besoin avéré.

### *ii. Suite de la réaction israélienne, jusqu'au 31 mai : conquête de la bande de Gaza*

#### • Du 7 au 11 octobre

- Gaza : les unités terrestres (bataillon du génie Yahalom, brigade parachutiste, commando de l'air Shaldag, commando 217 Duvdevan, brigade d'infanterie Givati) reprennent le contrôle du pourtour de la bande de Gaza et empêchent de nouvelles infiltrations du Hamas ; début du modelage de la bande de Gaza par l'armée de l'Air : frappes sans limite de temps, ni d'espace, ni d'intensité ;

- Premiers tirs de riposte sur le front Nord face au Hezbollah à compter du 8 octobre ;

- Mobilisation (300 à 360 000 réservistes).

-Évacuation de la population israélienne du pourtour de la bande de Gaza ; établissement d'une zone militaire.

#### • Du 11 au 27 octobre

- Gaza : préparation de l'opération terrestre ; montée en puissance du dispositif terrestre autour de la Bande ; neutralisation de cibles par l'armée de l'Air ; messages à la population palestinienne pour évacuer certains quartiers ;

- Liban : riposte aux tirs du Hezbollah (artillerie et armée de l'Air) ; élimination de cibles d'opportunité au Sud du fleuve Litani ; évacuation de la population israélienne dans le Nord du pays sur une profondeur d'environ 5 kilomètres, cette zone devenant zone militaire ;

- Cisjordanie : opérations anti-terroristes.

#### • Du 28 octobre au 23 novembre

- Gaza (Nord) : attaques contre les bastions du Hamas (camp de Shati, Jabaliya, Zeitoun, hôpital Al-Shifa, Beit Hanoun) ;

- Liban : ripostes aux tirs du Hezbollah (artillerie et armée de l’Air) ; élimination de cibles d’opportunité au Sud du Litani ;
  - Cisjordanie : opérations ciblées.
    - Du 24 novembre au 30 novembre
  - Gaza : trêve pour échange d’otages/prisonniers-pause opérationnelle ; ripostes à des violations ponctuelles de la trêve ;
  - Liban : ripostes aux tirs du Hezbollah (artillerie et armée de l’Air) ; élimination de cibles d’opportunité au Sud Liban ;
  - Cisjordanie : opérations ciblées.
    - Du 1er décembre au 7 janvier
  - Gaza : élargissement des opérations terrestres à toute la bande de Gaza sauf la zone de Rafah ; retour des habitants israéliens autorisé jusqu’à 4 km de la frontière avec la bande de Gaza ; rotation de brigades présentes dans la Bande. A l’issue de cette phase, la densité des combats diminue à Gaza, comme si le PM Netanyahu souhaitait faire traîner en longueur l’opération.
  - Liban, Syrie : ripostes (artillerie et armée de l’Air) aux tirs du Hezbollah ; élimination de cibles d’opportunité au Sud Liban, dans la plaine de la Bekaa et en Syrie ;
  - Cisjordanie : opérations ciblées. 2400 arrestations depuis le 7 octobre 2023.
    - Du 7 janvier au 7 mai
  - Gaza : poursuite et achèvement de la désorganisation du Hamas dans toute la Bande, sauf à Rafah ; raids sur regroupements du mouvement (hôpital Al-Shifa en mars : 200 « terroristes » tués + 500 prisonniers du Hamas et du MJIP) ;
  - Liban, Syrie : ripostes (artillerie et armée de l’Air) aux tirs du Hezbollah ; élimination de cibles d’opportunité dans la profondeur du territoire libanais (Sud Liban, plaine de la Bekaa) et en Syrie (frappe contre le consulat<sup>49</sup> iranien à Damas).
    - 7 mai
- Gaza : début de l’opération à Rafah, dernier bastion du Hamas non encore visé par l’opération terrestre.
- 30 mai
- L’armée israélienne contrôle l’axe Philadelphie (route longeant la frontière entre la bande de Gaza et l’Égypte) dans sa totalité.
- 18 septembre
- Effort de l’armée de Terre tourné vers le front libanais, transfert de la 98<sup>e</sup> division parachutiste et commando de Gaza vers le Nord d’Israël.

## Le combat interarmes et interarmées

Le pion de base de l’opération terrestre à Gaza, territoire densément urbanisé, est la division regroupant brigades blindées, d’infanterie, unités du génie<sup>50</sup>, des forces spéciales et des détachements de renseignement. L’artillerie appuie depuis l’extérieur de la bande de Gaza ; les unités de logistique ravitaillent les GTIA au plus près mais procèdent aux réparations à l’extérieur de la Bande. Le pion de manœuvre est la brigade renforcée d’appuis divisionnaires.

L’armée de l’Air soutient en permanence les unités (appui feu ; évacuations sanitaires réalisées au plus près de l’action par l’Unité 669 et, en quelques minutes, par hélicoptère vers les hôpitaux civils israéliens ; défense sol-air localisée jusqu’à 20 km de la Bande de Gaza pour la destruction de roquettes tirées par les groupes terroristes. La Marine soutient également les opérations terrestres depuis le large (appui-feu ; renseignement ; logistique).

<sup>49</sup> Les autorités israéliennes dénie le terme de consulat à ce bâtiment qui, selon elles, abritait une réunion de membres de Gardiens de la Révolution préparant une opération armée contre le territoire israélien.

<sup>50</sup> Compte tenu des destructions urbaines, de l’omniprésence du piégeage, de la densité du réseau de tunnels à détruire, les unités du génie sont très sollicitées. Il est probable qu’elles soient renforcées dans les brigades de mêlée.

Opération type de la 162<sup>e</sup> division contre une localité ou un quartier : exemple Jabaliya, début janvier 2024 (25000 habitants avant la guerre ; environ 16 km<sup>2</sup> ; 10 % des habitations sont des immeubles de plusieurs étages) :

- en amont, appels à l'évacuation de la population (médias, réseaux sociaux, SMS, agences internationales) ;
- modelage de l'armée de l'Air 51 (670 frappes effectuées contre les menaces identifiées - le catalogue de cibles est actualisé en permanence par le réseau multi-capteurs) avant l'intervention de la force terrestre ; les chefs du Hamas sont visés en priorité afin de désorganiser au maximum l'ennemi et de le pousser au maximum à la reddition ; les cibles visées concernent les infrastructures en surface et souterraines (jusqu'à 40 m sous le sol) ; les FDI estiment que 1000 terroristes palestiniens ont ainsi été neutralisés durant cette opération ;
- attaque des brigades interarmes regroupant jusqu'à 200 chars Merkava, accompagnés de VCI Namer, d'engins lourds du génie (bulldozers D9), de forces spéciales ; 300 nouvelles frappes sont effectuées par l'armée de l'Air en appui direct des opérations, régulièrement à moins de 200 m des troupes amies<sup>52</sup> ;
- exploitation du renseignement : matériels saisis et prisonniers interrogés au plus près de leur capture par des membres de l'Aman (Unité 504) et du Shin Bet ;
- destruction de l'infrastructure souterraine : 8 km de tunnels détruits ainsi que 40 puits de tunnels ; fouilles (y compris mosquées, hôpitaux et écoles) afin de localiser et détruire l'armement et les munitions du Hamas.

La force interarmées s'articule autour des unités blindées mécanisées de l'armée de Terre. Elle agit dans un certain confort opératif (quasi absence de la menace arrivant des airs<sup>53</sup> ; proximité du soutien logistique ; PC statiques non limités en taille et non menacés, déployés pour la plupart en Israël et non menacés non plus par leur rayonnement électromagnétique). Elle est fortement protégée grâce à sa panoplie d'engins lourds (chars Merkava III<sup>54</sup>, IV, IV Barak ; véhicules chenillés de combat d'infanterie Namer ; véhicules transports de troupes à roues<sup>55</sup> déclinables en plusieurs versions Eitan<sup>56</sup>, M113<sup>57</sup> Zelda robotisés, engins du génie D9 - élimination des obstacles, et Puma - déminage). La totalité des chars engagés, des VCI et la plupart des autres véhicules de combat sont équipés des systèmes APS<sup>58</sup> Trophy ou Iron Fist, capables d'intercepter à courte distance du véhicule les roquettes de RPG et les missiles anti-

---

<sup>51</sup> Entre le 7 octobre et le 3 décembre, l'armée de l'air israélienne a effectué à Gaza au moins 10 000 frappes, 8000 par avion et 2000 par drones.

<sup>52</sup> Le 18 novembre, une frappe a été réalisée à 80 m d'un char pris dans une embuscade depuis les étages d'un immeuble. Des chasseurs-bombardiers en attente d'intervention dans les airs sont capables d'intervenir en moins d'une minute, mais le processus de vérification de sécurité (identification de la cible, détermination de l'effecteur, localisation des troupes amies, autorisations de tir, prend 3 à 4 minutes). Les distances de sécurité usuelles sont de 250 m pour une bombe de 250 kilos et 500 m pour une bombe de 500 kilos, mais nécessité opérationnelle fait loi, d'autant plus si les troupes amies sont sous blindage.

<sup>53</sup> La quasi absence dans le camp du Hamas, mise à part lors de l'attaque du 7 octobre, de mini drones capables de larguer des munitions, de drones FPV ou de munitions téléopérées reste une énigme : absence d'opérateurs formés en nombre, manque de technologie, brouillage des ondes radios dû aux espaces clos et urbanisés ? La concentration d'engins blindés statiques ou en déplacement confirme l'absence de cette menace quand on la compare au front russo-ukrainien.

<sup>54</sup> Dès avant le 7 octobre, Israël a renoncé à son projet d'exporter des Merkava II et III, projet bien avancé au printemps 2023. Cela a permis la création d'un bataillon blindé supplémentaire de réserve.

<sup>55</sup> Complémentarité des moyens chenillés et à roues.

<sup>56</sup> L'Eitan a effectué son premier déploiement opérationnel à Gaza.

<sup>57</sup> Lors de l'opération Bordure Protectrice à Gaza, en juillet 2014, un M113 avait été détruit à Shuja'iyya par un tir de RPG le 19 juillet, occasionnant 7 morts et 3 blessés parmi les Israéliens et déclenchant une incompréhension liée à l'utilisation d'équipements blindés datant des années 1960, plus guère adaptés aux impératifs de protection de l'époque. Une version du bulldozer D9 sans équipage devrait voir le jour prochainement.

<sup>58</sup> APS : active protective system. Système *Trophy* de l'entreprise Rafael et *Iron Fist* de l'entreprise Elbit.

chars<sup>59</sup>. Après quelques jours d'engagement, la plupart des tourelles de chars observées sont munies de « *cope cages* » (cages de protection destinées à protéger l'équipage de la menace de munition larguée depuis les airs). Ce détail est typique de Tsahal, capable sur une même tourelle de char Merkava IV Barak de faire côtoyer un viseur chef de char COAPS<sup>60</sup> nec plus ultra de la technologie et une *cope cage* rudimentaire.

L'organisation du commandement opérationnel de l'armée de Terre le 7 octobre n'a pas varié avec celle de la veille. Un commandement territorial est responsable de la conduite sur chacun des fronts. Il est donc censé connaître parfaitement son terrain et son ennemi. A cette organisation territoriale se superpose un commandement opérationnel, qui regroupe des unités tournantes de manœuvre (divisions et brigades). Organiquement, ces unités sont rattachées à un front mais, en fonction des besoins opérationnels, elles peuvent être déployées sur un autre front et leur commandement opérationnel change alors.

Le nombre de divisions de manœuvre engagées à Gaza, varie selon les phases de 3 à 5 simultanément. Le nombre de brigades subordonnées engagées à Gaza, varie selon les phases de 6 à 12. Des unités spécialisées sont engagées, notamment l'unité spécialisée du génie Yahalom (particulièrement exposée dans la destruction des tunnels et d'immeubles), des unités de forces spéciales (Duvdevan, Sayeret Matkal, Sayeret 13 de la Marine, unité 504 du renseignement, unité Yamam - équivalent du GIGN).

### focus : La brigade blindée en opérations : le pion de base de Tsahal au cœur de la forteresse de Gaza

#### Leadership, coopération interarmes, puissance de feu



Plusieurs brigades blindées ont été engagées à Gaza depuis l'entrée dans la Bande le 27 octobre 2023. Elles ont porté l'effort de l'offensive jusqu'en février 2024, puis effectué différents raids contre les places fortes résiduelles et assurent pour certaines d'entre elles le contrôle de zone mis en œuvre depuis l'été 2024 et encore en décembre 2024.

Le 7 octobre surprend la brigade blindée 401 sur son lieu de stationnement dans le nord du pays, alors que ses personnels sont en permission en début des vacances de Soukkot. Quelques minutes après l'attaque du Hamas débutée à 06h28, le commandant de brigade, le colonel Beni Aharon est réveillé par des messages d'alerte. Comprenant que quelque chose de grave se déroule autour de Gaza il met en alerte son CO et ses chefs de bataillon avec pour ordre de préparer la brigade à faire mouvement vers Gaza et se dirige seul avec son arme individuelle et son véhicule personnel vers Gaza. Son but est double : porter une assistance militaire rapide aux villages attaqués et comprendre au mieux la situation locale pour guider l'engagement des forces qui arriveront dans les heures suivantes ; à proximité de la Bande de Gaza, il aperçoit un Merkava avec son équipage, en prend le commandement et va à la rencontre des rescapés du festival Nova à Beerli. Il engage le combat avec des terroristes du Hamas et poursuit sa route vers Kerem Shalom, point de passage situé à proximité de l'Egypte. Le char tombe en panne d'essence mais il poursuit son combat solitaire à bord d'un deuxième Merkava. Des renforts de Tsahal commencent à arriver de manière désordonnée. Entretemps la brigade 401 poursuit sa préparation et en l'absence de porte-chars immédiatement disponibles, effectue le déplacement par la route dans la nuit du 7 au 8 octobre.

<sup>59</sup> Selon l'armée israélienne, le taux d'interception est de 85 %. Début mai, seuls 2 engins blindés sur 1.000 engagés depuis le 7 octobre auraient été détruits (non réparables).

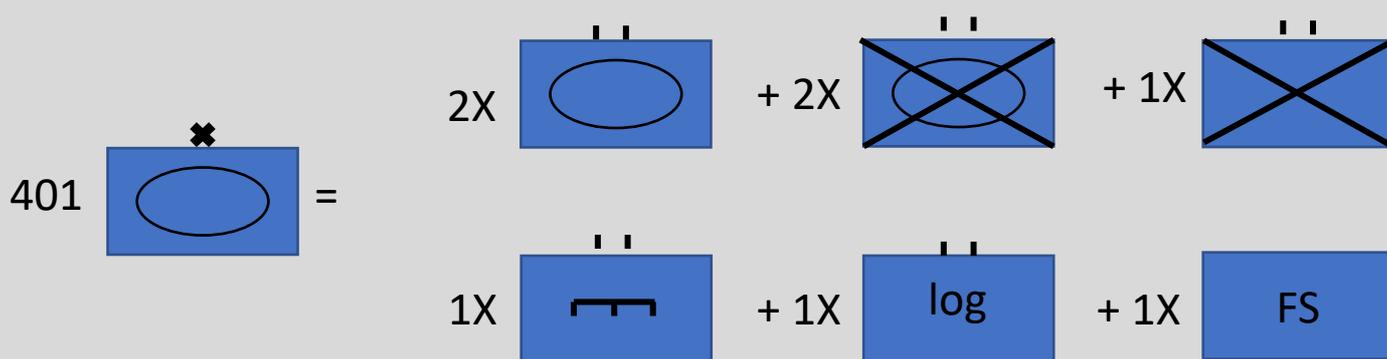
<sup>60</sup> *Commander Open Architecture Panoramic Sight*.

Le lendemain, le gros de la brigade est sur sa zone de déploiement opérationnel à proximité du point de passage d'Erez. En quelques jours, la 401 abandonne sa structure organique et passe en structure de brigade interarmes à dominante blindée en intégrant de l'infanterie (mécanisée et motorisée), du génie, et des forces spéciales (contre-terrorisme, unité cynophile). Ces trois semaines sous les tirs indirects (roquettes peu précises), sont consacrées à la préparation opérationnelle, logistique et morale de la brigade : connaissance mutuelle des unités, des chefs et des réservistes.

Le 27 octobre, la brigade s'enfonce dans la bande de Gaza (BG) dont le paysage est déjà grandement modelé par les frappes de l'aviation et de l'artillerie israélienne, sur une direction NE-SW sur un axe parallèle à la mer. Elle est précédée d'un bulldozer D9 pour ouvrir la route à travers les gravats et les IED. Elle bénéficie d'un appui depuis la mer et les airs. Sa zone d'opérations reste le nord-ouest de la BG.

Elle conduit plusieurs raids au printemps, notamment le 18 mars et pendant deux semaines contre l'hôpital Al Shifa situé dans le nord de la ville de Gaza qui est devenu un point de regroupement de combattants du Hamas. A l'aube de ce jour, en vingt minutes, le commando Shaldag sous *OPCON* de la Brigade investit le complexe urbain de 10 hectares tandis que les éléments blindés et mécanisés déployés tout autour fournissent l'appui vers l'intérieur du complexe et la couverture face à l'extérieur. Le colonel Ahalon a donné ses ordres à l'aide d'un croquis tactique simple. Le 1<sup>er</sup> avril, au terme de l'opération contre l'hôpital Al Shifa, l'armée israélienne annonce avoir tué 200 terroristes et en avoir fait 800 prisonniers. Ceux-ci subissent un interrogatoire sur la situation tactique et les otages, puis un test de reconnaissance faciale avant soit d'être gardés prisonniers, soit d'être relâchés.

## Structure de combat Ex: 401<sup>ème</sup> Brigade blindée



### iii. Mai à septembre 2024 : déplacement lent du centre de gravité vers la frontière égyptienne

Depuis la fin du mois de mai 2024, l'armée israélienne a mené à son terme l'élimination de l'infrastructure militaire du Hamas dans la bande de Gaza, sans que ses autres objectifs soient complètement atteints : élimination du chef politique et militaire du Hamas et cerveau de l'attaque du 7 octobre 2023 Yahya Sinwar<sup>61</sup> d'une part et libération du reliquat d'otages d'autre part. La stratégie de « l'après » à Gaza est le point focal de l'opposition de plus en plus ouverte entre, d'un côté le Premier ministre Netanyahu et sa coalition gouvernementale (le souverain), insensibles à la pression intérieure sur la question des otages comme extérieure pour un arrêt des combats et, de l'autre, l'appareil militaro-sécuritaire (le stratège).

Le centre de gravité des opérations militaires s'est déplacé sensiblement vers le Sud de la Bande de Gaza avant de basculer vers le front libanais à partir de mi-septembre 2024 et la scène régionale (Liban, Syrie,

<sup>61</sup> Finalement tué le 16 octobre 2024 à Rafah.

Yémen, Irak, Iran) sans oublier la Cisjordanie. Les opérations terrestres se sont déroulées principalement dans la bande de Gaza ainsi qu'en Cisjordanie. Cependant des forces spéciales de l'armée de Terre ont mené également des raids au Liban et en Syrie.

Dans ce contexte, l'armée de Terre israélienne n'est qu'un outil parmi d'autres d'une machine de guerre capable de mener des opérations M2MC (multi-milieux/multi-champs) grâce à l'intégration de ses différentes composantes. Passé le coup de semonce du 7 octobre qui laissera des traces profondes, elle poursuit une guerre longue et d'attrition grâce à sa masse et sa puissance de feu au prix de pertes mesurées (1,2 mort par jour depuis le début de l'offensive terrestre) compte tenu des caractéristiques du théâtre d'opérations gazaoui.

### c) Problématique des otages, vue du côté israélien

Du côté israélien, la question des otages est restée absolument centrale d'un point de vue politique, culturel et religieux. Confronté à une pression légitime énorme et constante des familles des otages, le gouvernement a dû composer avec son but de guerre déclaré - éradiquer le Hamas, et l'impératif de démontrer qu'il faisait tout ce qui était en son pouvoir pour sauver les otages. Ce dilemme pour l'État israélien a entraîné des contraintes fortes sur la conduite des opérations dans Gaza. D'une part, bien que la localisation précise des otages soit très difficile à déterminer, les actions cinétiques (bombardement, assauts de bâtiments, tirs directs, etc.) ont dû être modérées par le risque de provoquer la mort des otages. D'autre part, les négociations en cours visant à faire libérer, en échange des otages, des prisonniers palestiniens dont certains ont été condamnés à la prison à perpétuité pour attentats, ont eu tendance à renforcer directement les forces palestiniennes voire leur structure de commandement en fonction du profil des prisonniers. Le sordide marchandage, qui se double d'une hausse du « prix » demandé - un otage pour dix prisonniers par rapport au ratio d'un pour cinq lors du premier cessez-le-feu - a renforcé ce constat.

### d) La défense antimissile : un bouclier tactique à effet stratégique

Israël dispose d'une couverture sol-air multicouches (Dôme de fer, fronde de David, Arrow 2 et 3), certes onéreuse, mais qui permet au pays de continuer à fonctionner alors que de plusieurs directions des roquettes et missiles de portées diverses le menacent en permanence. Les abris de protection sont obligatoires depuis 1991 dans tous les logements et ils sont nombreux sur la voie publique. Paradoxalement pour le pays précurseur dans le domaine des drones, ce sont les drones les plus petits qui ont donné du fil à retordre à l'armée de l'Air israélienne mais le Hamas n'en a pratiquement pas utilisé après son coup d'éclat du 7 octobre.



Le système « Dôme de fer » est entré en fonction en 2011. Il a pour mission principale de détecter, acquérir et détruire tout missile ou roquette avant qu'il ne tombe sur une zone habitée dans un rayon de 70 kilomètres autour de Jérusalem. Bien sûr, la menace la plus proche vient du Hamas dans la bande de Gaza. Mais Israël a peut-être vu plus loin en ne cachant pas son intérêt pour le soutien accordé par l'Iran au Hamas ainsi qu'au Hezbollah, autre ennemi immédiat au nord d'Israël. Le système anti missiles n'a pas été conçu que pour les seuls Hamas et Hezbollah mais aussi pour l'Iran, qui est leur principal soutien dans le monde arabe. On est alors dans le cadre du « Qui peut le plus, peut le moins », ce qui s'explique par la proximité de l'ennemi immédiat que constituent Hamas et Hezbollah et l'ennemi lointain qu'est l'Iran, et qui s'explique également par la faible étendue du théâtre d'opération considéré que constitue la bande de Gaza, au point de confondre niveaux tactique et opératif. Le principe de ce système de défense montre qu'il peut être pris en défaut par un envoi massif de missiles et/ou de roquettes pour le saturer ou, a minima, détourner l'attention de Tsahal, et c'est certainement ce qui s'est passé le 7 octobre puisque le Hamas a tiré, selon les sources, quelques 5000 missiles et roquettes en vue de saturer le dispositif du « Dôme de fer »<sup>62</sup>.

<sup>62</sup> <https://www.tdg.ch/attaque-contre-israel-voici-comment-le-HAMAS-a-dejoue-le-dome-de-fer-567603173300/> / Simon Widmer/ Attaque contre Israël : Voici comment le Hamas a déjoué le « Dôme de fer ».

## FOCUS : L'intelligence artificielle (IA) dans la guerre à Gaza : un oxymore pour quelle plus-value ?

Israël est qualifié de start-up nation et l'unité cyber de son armée, l'unité 8200, est célèbre pour avoir compté dans ses rangs des fondateurs d'entreprises devenus riches grâce à leurs découvertes et travaux dans le domaine cyber et de l'intelligence artificielle. Encore récemment, son commandant, le général de brigade Yossi Sariel, a écrit un livre en 2021 intitulé « *the human-machine team* » dans lequel il souligne la complémentarité entre la machine capable d'agréger des masses de données plus vite que peut le faire le cerveau humain, et l'être humain capable de replacer les résultats obtenus dans un contexte particulier. Las, en annonçant le 12 septembre 2024 son intention de démissionner de son commandement, le général a reconnu la responsabilité de son unité dans l'échec militaire général du 7 octobre 2023. Les données collectées et agrégées par la machine ont pris le pas sur l'analyse humaine et n'ont pas permis d'éclairer le commandement militaire israélien sur l'intention de son ennemi. Faut-il pour autant en conclure à l'inutilité de l'IA dans les opérations ?

Dès avant, mais bien plus depuis le début de la guerre à Gaza, l'armée israélienne utilise l'IA à des fins de ciblage. Elle mettrait en œuvre différents logiciels avec plusieurs objectifs : estimer le nombre de civils dans une zone avant une attaque, distinguer les combattants des civils, déterminer le meilleur moment auquel frapper une cible et enfin déterminer l'usage civil ou militaire d'un bâtiment. Ces opérations seraient menées depuis les locaux du Commandement Sud situé à Beersheva, la grande ville du Neguev. Les logiciels les plus utilisés permettraient :

- De localiser les téléphones portables (sur les environ 1 040 000 lignes recensées par l'Autorité gazaouie des télécommunications avant la guerre, l'armée israélienne en suivrait approximativement un million) en service dans la bande de Gaza à des fins de suivi de l'évacuation effective de la population de quartiers dont l'armée a ordonné l'évacuation avant d'y mener une opération. La Bande de Gaza aurait été divisée en 620 sections coloriées selon un code couleur dépendant du degré d'évacuation de la population. Les téléphones portables sont localisés par triangulation.
- D'établir une liste de bâtiments ou d'infrastructures à cibler : des tunnels, des bâtiments à usage militaire, des habitations de terroristes présumés comme tels et enfin des infrastructures dont la destruction serait sensée avoir un effet de choc sur la population qui en viendrait, en conséquence, à mettre le Hamas sous pression.
- De mettre à jour les connexions existantes entre terroristes identifiés et d'autres habitants de la BG possiblement impliqués dans des mouvements terroristes faisant d'eux des cibles potentielles. L'armée fixe un seuil de connexions identifiées au-dessus duquel un individu devient une cible à frapper. Dans son livre, le général Sariel décrit une machine à cibler par analyse de connexions sur les réseaux sociaux. Des changements fréquents de téléphone portable et de logement, décelables par les moyens de l'unité 8200, sont également des indices potentiels d'activités terroristes.
- De déterminer la localisation de cibles identifiées (bien souvent, leur logement).

L'utilisation de l'IA par l'armée israélienne durant l'opération Glaives de fer a fait l'objet de vives critiques de la part d'ONG qui estiment que son utilisation s'est faite en contradiction avec le droit international humanitaire. Les principales critiques sont les suivantes :

- Les logiciels utilisés reposent sur la localisation des portables mais à Gaza l'infrastructure des télécommunications est largement détruite, les coupures d'électricité quasiment permanentes. La précision de cette localisation par triangulation est donc insuffisante.
- Il existe un décalage entre les biais cognitifs des programmeurs et l'objectivité accordée aux résultats des algorithmes, c'est l'effet appelé « *black box effect* ». Ces résultats obtenus ne sont pas forcément croisés avec d'autres renseignements.

Pour les ONG, des mauvaises données ne peuvent donner que des mauvais résultats.

- Ces procédés contribuent à aboutir à une déshumanisation digitale des opérations qui, en accélérant le tempo de celles-ci, ne fait que produire davantage de destructions et de victimes.
- Ces logiciels seraient sources d'approximations et susceptibles de causer des infractions au droit international humanitaire en particulier selon les principes de distinction et de précaution.
- L'armée israélienne utilise des données dont une large partie a été collectée avant la guerre, de manière illégale. Par ailleurs elle interprète de façon biaisée des comportements qui ne sont pas illégaux.

En conclusion, les ONG se demandent quelle est la part de responsabilité de l'IA dans le bilan estimé (selon le Hamas) de plus de 40 000 tués, 90 000 blessés, de 70 % de l'infrastructure détruite et de 60% de bâtiments détruits ou sévèrement endommagés. Face aux accusations, l'armée israélienne répond qu'il ne s'agit pas de systèmes létaux autonomes et que les données produites le sont à destination des planificateurs responsables du ciblage, l'humain restant bien présent dans la chaîne décisionnelle de frapper ou non tel objectif. Elle estime également, selon les critères subjectifs d'un pays en guerre, que les frappes contre des objectifs militaires occasionnant des victimes civiles respectent les principes de précaution et de distinction.

## IV - Les répercussions régionales et internationales du conflit gazaoui

### 1. Acteurs régionaux impliqués

#### a) Pour le Hamas

##### *i. L'Iran : une implication militaire directe et indirecte, mais stratégique à Gaza*

L'Iran joue un rôle clé dans le renforcement militaire des groupes armés opérant dans la bande de Gaza. Téhéran fournit des armes sophistiquées, notamment des roquettes, des drones armés, et des technologies avancées de guerre électronique. Ces équipements ont permis au Hamas et au MJIP d'améliorer leur capacité à mener des attaques contre Israël, comme en témoigne l'ampleur des offensives depuis octobre 2023. Des cadres militaires iraniens, notamment ceux des Gardiens de la révolution islamique (CGRI, Corps des gardiens de la révolution islamique, ou Pasdaran), offrent une formation avancée aux combattants palestiniens, en dehors de Gaza, notamment en Iran ou en Syrie. Cette assistance comprend des tactiques de guérilla, la construction de tunnels défensifs et offensifs, ainsi que le développement d'armes locales à partir de composants importés.

Les armes acheminées par l'Iran à Gaza passent souvent par des routes complexes impliquant plusieurs pays alliés ou des zones où l'Iran exerce une influence, comme le Yémen, la Syrie et le Liban. Ces routes exploitent des réseaux de contrebande pour contourner les blocus israéliens et les surveillances internationales. Des missiles à longue portée ou des drones de fabrication iranienne, tels que le Shahed-136, ont été signalés dans les arsenaux des groupes armés palestiniens.

L'Iran emploie une stratégie militaire hybride pour multiplier les fronts contre Israël tout en limitant les risques d'une guerre directe. En mobilisant le Hezbollah au Liban et d'autres milices chiites en Irak et en Syrie, Téhéran crée une menace multidimensionnelle qui contraint Israël à disperser ses ressources. Cette stratégie vise également à compliquer l'action militaire américaine dans la région, comme en témoignent les attaques répétées contre des bases américaines en Irak et en Syrie orchestrées par des groupes soutenus par l'Iran.

Le raid constitué de missiles de croisières et de drones tirés depuis l'Iran dans la nuit du 13 au 14 avril 2024 en représailles à la frappe contre un bâtiment du consulat iranien à Damas a été plus symbolique qu'efficace militairement, Israël ayant su constituer une coalition internationale pour abattre la quasi-totalité des vecteurs.

Objectifs militaires et géopolitiques de l'Iran :

- a- Épuiser Israël : l'objectif est de maintenir Israël dans un état de conflit prolongé, obligeant Tel-Aviv à consacrer des ressources importantes à sa défense.
- b- Réaffirmer son leadership régional : en soutenant des groupes armés palestiniens, l'Iran renforce sa position en tant que pilier de la résistance contre Israël, un élément central de sa propagande régionale.
- c- Exercer une contrainte indirecte sur les États-Unis : en ouvrant plusieurs fronts et en soutenant des attaques contre des intérêts américains dans la région, l'Iran cherche à limiter la capacité des États-Unis à intervenir militairement ou diplomatiquement en faveur d'Israël.

#### *ii. Au Liban, le Hezbollah*

Milice chiite libanaise soutenue par l'Iran, le Hezbollah pour « Parti de Dieu » en arabe, forme un véritable État dans l'État libanais ; il joue un rôle social et éducatif dans ses zones d'implantation, le sud Liban et la plaine de la Bekaa. Depuis sa création en 1982, il comprend une branche politique et une branche militaire. Son chef emblématique, Hassan Nasrallah, a été tué par le bombardement israélien de Beyrouth du 27 septembre 2024. Considéré comme terroriste par la plupart des instances occidentales, le parti a une nouvelle charte depuis 2009, dans laquelle il est stipulé que toute reconnaissance de l'État d'Israël est nulle et non avenue. Très actif dans tous les conflits régionaux des dernières décennies, le parti a notamment soutenu Bachar-el-Assad durant la guerre civile syrienne tout en maintenant, dans une tierce proportion, les affrontements avec Tsahal. On notera que le « Parti de Dieu » n'a jamais respecté les résolutions onusiennes l'incitant à rendre ses armes : ni la 1559 (en vue d'éviter la prolongation de l'ex-Président Lahoud, candidat de la Syrie alliée/occupante), ni la 1680 (suites de l'attentat contre M. Hariri, Premier ministre du Liban), ni la 1701 faisant suite à la guerre de juillet-août 2006.

Dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas, le Hezbollah libanais joue un rôle clé en intensifiant ses opérations militaires dans le sud du Liban. Israël a lancé fin septembre 2024 une offensive terrestre nommée « Flèches du Nord », visant à réduire les capacités militaires du Hezbollah tout en évitant un conflit direct avec l'armée libanaise. Cette offensive n'entre pas dans le cadre de cette étude.

### *iii. Le cas Houthi*

Après un an de conflit intense entre Israël et les milices palestiniennes, les Houthis (dont le nom officiel est Ansar Allah, les partisans de Dieu), connus pour leur résilience face aux conflits prolongés, se sont imposés comme une force clé dans la guerre pour Gaza et, plus généralement, dans le réseau des proxys de l'Iran au Moyen-Orient. Le parti, dont le slogan « Dieu est grand, mort aux États-Unis, mort à Israël, malédiction sur les Juifs et victoire de l'islam » résonne puissamment, est devenu l'une des figures de proue de la résistance face à l'État hébreu. Initialement un groupe marginalisé, les Houthis se sont transformés en un acteur régional influent, utilisant leurs campagnes de déstabilisation en mer Rouge pour démontrer leur puissance militaire.

Dotés d'un arsenal diversifié et d'une stratégie adaptée à ce type de conflit, les Houthis ont rendu nécessaire le déploiement de coalitions internationales, agissant quotidiennement pour rétablir la sécurité en mer. En imposant leur stratégie de perturbation à long terme, les Houthis bouleversent l'équilibre maritime régional et incarnent aujourd'hui un cas d'école dans l'étude de ces nouveaux acteurs non étatiques. Dans le cadre du conflit israélo-palestinien relancé par l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, le mouvement a lancé dès le 19 octobre son offensive résolue contre Israël, exigeant l'arrêt des opérations militaires à Gaza. Depuis lors, les Houthis ont intensifié leurs attaques, saisissant et attaquant des navires marchands et militaires dans la mer Rouge, le golfe d'Aden et la mer d'Arabie. En réponse, plusieurs coalitions occidentales ont mené des centaines de frappes aériennes contre des cibles stratégiques Houthis, notamment des bases de lancement de missiles<sup>63</sup>.

Les Houthis disposent d'un arsenal militaire diversifié et sophistiqué, hérité en partie des équipements de l'armée yéménite, et bénéficient d'un soutien important de l'Iran. Leur capacité à lancer des attaques à longue distance est assurée par des missiles balistiques, des missiles de croisière et une vaste flotte de drones capables d'atteindre des cibles en Israël, y compris Tel-Aviv (19 juillet 2024). Bien que l'efficacité de ces vecteurs soit limitée par les systèmes de défense avancés israéliens, la position géographique du Yémen et l'arsenal varié d'Ansar Allah permettent de mener des frappes symboliques et des attaques significatives dans la région. En compensation, les Houthis concentrent leurs efforts sur la zone maritime et menacent l'ensemble des voies navigables régionales.

### *iv. Les milices chiites pro-iraniennes en Irak et en Syrie*

Dès le déclenchement du conflit Israël-Hamas, les milices chiites pro-iraniennes en Syrie et en Irak ont joué un rôle actif dans le soutien indirect au Hamas. Ces milices, formant une part essentielle de l'axe de résistance soutenu par l'Iran, incluent des groupes comme le Liwa Fatimyoun (composé de combattants afghans), le Liwa Zainebiyoun (composé de Pakistanais), ainsi que des factions irakiennes du Hachd al-Chaabi telles que Kataëb Hezbollah et Harakat al-Nujaba.

Ces milices ont ponctuellement frappé des bases militaires américaines en Irak et en Syrie, principalement pour répondre au soutien militaire américain à Israël. Ces attaques, souvent coordonnées, visent à étendre la pression sur Israël tout en fixant ses alliés régionaux. Depuis la Syrie, ces milices ont également mené des frappes sporadiques sur le plateau du Golan, cherchant à ouvrir un nouveau front contre Israël. Bien que ces attaques n'aient pas atteint l'intensité de celles du Hezbollah, elles ont contribué à maintenir une pression militaire constante sur l'État hébreu. Enfin, en Irak, ces milices ont

---

<sup>63</sup> La France, intervenant dans le cadre de l'opération européenne ASPIDES, est particulièrement concernée par les activités des Houthis en mer Rouge : avec une base adjacente à la base américaine de Djibouti, les Forces Françaises de Djibouti (FFDJ) se trouvent à portée des missiles et drones Houthis, bien que le risque d'une attaque directe soit considéré comme faible.

convoyé armes et ressources pour Gaza, bien que ces transferts soient entravés par des frappes aériennes israéliennes. Cherchant à transformer le conflit en une guerre régionale, ces milices n'ont eu de cesse de tenter de mobiliser d'autres acteurs de l'axe pro-iranien. En réponse, Israël a intensifié ses frappes sur les positions de ces milices en Syrie, ciblant notamment la région d'Abou Kamal et d'autres zones proches de la frontière irakienne, pour interrompre les transferts d'armes et limiter l'ouverture de fronts secondaires. Ces actions, combinées à la surveillance accrue des bases en Irak, ont visé à contenir l'escalade régionale sans provoquer une confrontation directe avec l'Iran ou ses mandataires. Bien que moins médiatisées que le Hezbollah libanais ou Ansar Allah/Houthis au Yémen, ces milices incarnent un prolongement clé de la stratégie iranienne dans la région. Leur implication dans le conflit Israël-Hamas illustre l'interconnexion des crises au Moyen-Orient, où chaque acteur cherche à influencer l'équilibre stratégique en faveur de ses intérêts.

## b) Pour Israël

### i. Le rôle des États-Unis

Le soutien occidental, notamment celui des États-Unis, repose sur un ensemble complexe d'enjeux militaires, diplomatiques, humanitaires et géopolitiques. Ce soutien, bien qu'affiché avec force, a suscité cependant des tensions et des interrogations à plusieurs niveaux. Dès le début du conflit, les États-Unis ont déployé des moyens militaires substantiels pour soutenir Israël, affirmant clairement leur engagement. L'armée américaine a envoyé deux porte-avions, l'USS Gerald R. Ford et l'USS Dwight D. Eisenhower, en mer Méditerranée orientale, accompagnés d'avions de combat, dont des F-16 et F-35. Cette démonstration de force visait principalement à dissuader d'autres acteurs, notamment l'Iran et le Hezbollah, de s'impliquer dans les hostilités, tout en restant disposé à agir face aux Houthis en mer Rouge. En parallèle, les États-Unis ont fourni des munitions pour renforcer le système antimissile « Dôme de fer » d'Israël, ainsi que des missiles guidés. Des forces spéciales américaines collaborent aussi avec Israël pour le renseignement et la planification des opérations, notamment celles visant à libérer des otages retenus par les milices dans la bande de Gaza.

Le maintien du soutien américain au premier chef - voire l'obtention d'un soutien régional, a été, durant la période étudiée, le centre de gravité de l'opération israélienne au niveau opératif. Il fut vital pour permettre à l'opération israélienne d'être menée dans la durée, en se concentrant sur Gaza dans un premier temps (et ultérieurement, potentiellement, sur le sud-Liban comme cela s'est avéré nécessaire). Il visait à dissuader l'Iran d'encourager ses *proxies* au-delà d'un certain niveau face à Israël. Il s'est concrétisé par le renforcement de la présence américaine dans la région (dissuasion, opérations ponctuelles), par des échanges téléphoniques très fréquents entre le CEMA israélien et USCENTCOM (*United States Central Command*), par des rencontres régulières, par la fourniture quotidienne de renseignements, enfin par le soutien logistique (munitions air-sol et d'artillerie sol-sol ; missiles sol-air contre les roquettes ; obus de chars<sup>64</sup>). Il s'est manifesté spectaculairement<sup>65</sup> le 14 avril 2024 par la participation à la destruction de drones et missiles iraniens envoyés contre le territoire israélien. Naturellement, ce soutien n'était pas neutre : l'armée israélienne a dû partager ses plans avec USCENTCOM et mettre en œuvre certaines mesures destinées à alléger les souffrances de la population

---

<sup>64</sup> Au 11 décembre 2023, les États-Unis ont cédé 14.000 obus de 120 mm pour 106 millions de dollars. Parallèlement, l'administration américaine soumettait au Congrès une demande de céder 45.000 obus de 120 mm supplémentaires.

<sup>65</sup> Avec une participation française, britannique et d'États arabes.

palestinienne (augmentation de l'aide humanitaire, réduction de l'intensité de l'opération). En dépit de tensions ponctuelles dans la relation politique bilatérale, le soutien militaire et logistique américain est demeuré très large<sup>66</sup>. Cependant, constatant en septembre 2024 une baisse significative de l'entrée de l'aide humanitaire dans la Bande de Gaza, les départements d'État et de la Défense américains ont mis en garde le gouvernement israélien sur le risque de conséquences néfastes sur le montant de l'aide allouée si cette tendance n'était pas corrigée rapidement.

### *ii. La coopération israélo-égyptienne*

Au niveau régional, la coopération sécuritaire avec l'Égypte est de première importance pour Israël. Le Maréchal Sissi est un opposant farouche du Hamas et des Frères Musulmans. Le bon état de la relation bilatérale conditionne la liberté d'action de l'armée israélienne comme la gestion de Gaza pour « le jour d'après », et permet l'acheminement de l'aide humanitaire par le point de passage de Rafah. Enfin, l'Égypte joue un rôle majeur dans les négociations sur les otages. Cette bonne relation au niveau stratégique comporte toutefois des zones d'ombre selon les Israéliens : la corruption de l'armée égyptienne, qui ferme les yeux sur les trafics aux mains des tribus bédouines du Sinaï - trafics qui alimentent en armes et munitions la Bande de Gaza via des dizaines de tunnels creusés sous l'axe Philadelphie. Des incidents mortels<sup>67</sup> survenus au niveau tactique entre unités terrestres israéliennes et égyptiennes ont de fait eu lieu à deux reprises ; la prolongation de l'opération israélienne à Rafah a tendu les relations bilatérales au niveau tactique et a contraint l'armée israélienne dans les opérations à proximité de la frontière.

## 2. Autres acteurs : les pays arabes et la guerre à Gaza

La question palestinienne, autrefois au cœur des préoccupations des gouvernements arabes, a semblé reléguée au second plan. Si, durant plusieurs décennies, les dirigeants de la région ont affiché une solidarité quasi unanime envers les Palestiniens, les récentes crises géopolitiques, les intérêts nationaux divergents, et les dynamiques internes complexes ont radicalement modifié cet engagement. Cette évolution, bien que complexe, s'explique par plusieurs facteurs historiques, politiques et socioculturels.

La cause palestinienne a longtemps représenté un facteur d'unité pour le monde arabe, incarnant une lutte contre l'héritage colonial et les ambitions occidentales dans la région. Les guerres menées par des États comme l'Égypte, la Syrie et la Jordanie contre Israël dans les décennies suivant la création de cet État en 1948 servaient à la fois des objectifs nationaux et des intérêts palestiniens. Israël était alors perçu comme un prolongement des anciennes puissances coloniales et comme le spoliateur de la population palestinienne, soutenu d'abord par le Royaume-Uni et la France, puis par les États-Unis.

Cependant, cette unité apparente dissimulait des fractures profondes. Les relations entre les Palestiniens et certains pays arabes ont souvent été marquées par des tensions, notamment en Jordanie, où des affrontements sanglants entre la monarchie et des factions palestiniennes ont eu lieu lors des

---

<sup>66</sup> En termes de communication, en dépit d'annonces américaines laissant penser que le soutien en armes et munitions pouvait décroître ou être retardé, cela n'a pas vraiment été constaté durant la période étudiée.

<sup>67</sup> Le 22 octobre 2023, un char israélien ouvre le feu « par erreur » sur une position égyptienne à proximité de Kerem Shalom, l'armée israélienne présente ses excuses. Le 26 mai 2024 à Rafah, dans des circonstances troubles, un garde frontalier égyptien est tué par des tirs israéliens.

événements de « Septembre Noir » en 1970. De même, la guerre civile libanaise a exacerbé les rivalités entre les réfugiés palestiniens et les populations locales. Ces épisodes ont affaibli la solidarité interarabe et ont posé les bases d'une approche plus individualiste des gouvernements vis-à-vis de la Palestine.

Au fil des décennies, de nombreux États arabes ont progressivement normalisé leurs relations avec Israël, s'éloignant ainsi de l'idée d'une solidarité inconditionnelle avec les Palestiniens. Les accords de Camp David signés par l'Égypte en 1979, suivis par le traité de paix avec la Jordanie en 1994, ont marqué les premiers tournants. Ces décisions, motivées par des considérations de sécurité et des pressions internationales, ont suscité des critiques parmi les autres pays arabes, mais elles ont ouvert la voie à une tendance plus large.

Cette normalisation s'est intensifiée avec les Accords d'Abraham (2020), sous l'impulsion des États-Unis, permettant à des pays comme les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan d'établir des relations diplomatiques avec Israël. En échange, ces États ont souvent obtenu des concessions stratégiques ou économiques, comme la reconnaissance par Washington de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Ce réalignement stratégique reflète une nouvelle vision géopolitique où la cause palestinienne n'est plus perçue comme une priorité régionale, mais comme une variable parmi d'autres.

Les révoltes populaires qui ont secoué le monde arabe entre 2010 et 2012 ont profondément modifié les dynamiques politiques de la région. Ces soulèvements ont affaibli ou renversé plusieurs régimes, plongeant des pays comme la Syrie, le Yémen, la Libye et l'Irak dans des conflits prolongés. D'autres nations, comme l'Égypte et le Soudan, ont été fragilisées par des crises économiques et politiques persistantes.

Face à cette instabilité, les gouvernements arabes ont recentré leurs priorités sur la sécurité nationale et la gestion des crises internes, reléguant la question palestinienne au second plan. La peur de nouveaux soulèvements a également conduit ces régimes autoritaires à restreindre les libertés publiques, rendant les manifestations pro palestiniennes moins fréquentes et plus contrôlées. Ainsi, même si la sympathie populaire envers les Palestiniens reste forte, elle ne se traduit plus par une mobilisation significative dans les rues.

L'évolution des mouvements palestiniens, notamment la montée en puissance du Hamas, a également contribué à la fracture entre les gouvernements arabes et la cause palestinienne. Le Hamas, qui entretient des liens étroits avec les Frères musulmans, est perçu par plusieurs régimes comme une menace pour leur stabilité interne. Ces gouvernements, souvent opposés aux Frères musulmans, voient dans le Hamas un bastion islamiste susceptible d'inspirer des mouvements d'opposition dans leurs propres pays.

Par ailleurs, les liens entre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran accentuent la méfiance des États arabes, notamment ceux du Golfe, pour qui Téhéran représente une menace stratégique majeure. Dans ce contexte, certains régimes arabes considèrent que la destruction du Hamas par Israël pourrait indirectement servir leurs intérêts.

Malgré le désengagement des gouvernements, la solidarité populaire envers les Palestiniens demeure quant à elle forte dans le monde arabe. Les réseaux sociaux sont devenus un espace central de mobilisation, remplaçant les manifestations de rue interdites dans de nombreux pays. Cependant, cette dissociation entre gouvernements et citoyens reflète une fracture plus profonde.

Les nouvelles générations, influencées par la mondialisation et les transformations éducatives, connaissent moins bien l'histoire du conflit israélo-palestinien. Le panarabisme, qui incarnait autrefois une idéologie commune, a cédé la place à des identités nationales renforcées et à des aspirations socio-

économiques différentes. Les jeunes dirigeants, souvent formés en Occident, comme Mohammed ben Salman (MBS) en Arabie saoudite, privilégient des priorités modernes telles que la diversification économique et la stabilité régionale, au détriment des luttes historiques.

L'engagement des pays arabes envers la cause palestinienne est marqué par une juxtaposition d'intérêts nationaux divergents, de défis internes et de pressions géopolitiques. Si la rhétorique de soutien demeure dans les discours officiels, les actions concrètes sont limitées. Ce désengagement n'est pas seulement une trahison des idéaux passés, mais le reflet d'un Moyen-Orient fragmenté, en mutation, et soumis à des tensions multiples. Malgré tout, la sympathie populaire persistante et l'émergence de nouveaux acteurs régionaux pourraient, à terme, raviver une forme d'engagement, à condition que des circonstances géopolitiques favorables se présentent.

Le Qatar en particulier a joué un rôle non négligeable durant la période étudiée. Capable d'héberger les leaders du Hamas, du Hezbollah et des Talibans afghans, finançant les Palestiniens de Gaza à la demande du Premier ministre israélien Netanyahu qui pensait acheter le calme, mais parlant aussi aux États-Unis qui y ont une base militaire majeure, le Qatar entretient des liens avec l'Iran dans le but d'exploiter ensemble les gisements de gaz dans le Golfe Persique. Suite aux événements d'octobre, l'émirat a tenté plusieurs médiations entre Israël et son protégé, via le Caire et Washington. Seule celle du 24 au 30 novembre 2023 a abouti à une trêve et à un échange d'otages contre des prisonniers palestiniens.

### 3. Autres acteurs occidentaux : l'Europe

De son côté, l'Union européenne, tout en restant moins impliquée militairement (livraison d'armes, largage humanitaire) que les États-Unis, a soutenu diplomatiquement Israël, réaffirmant son droit à l'autodéfense. Toutefois, des divergences existaient parmi les États membres, certains plaçant pour un soutien plus équilibré en faveur des droits des Palestiniens. Des pays comme l'Allemagne et la République tchèque, en raison de liens historiques et stratégiques avec Israël, soutinrent fermement l'État hébreu. D'autres, tels que l'Espagne et l'Irlande, insistaient sur la reconnaissance des droits palestiniens et sur la nécessité d'une solution politique incluant un État palestinien indépendant. Ces divergences ont compliqué l'élaboration d'une politique étrangère européenne cohérente et mirent en lumière les fractures idéologiques et géopolitiques.

Le bilan humanitaire a pesé également sur les relations internationales. Beaucoup de pays du Sud global ont accusé les puissances occidentales de pratiquer une justice sélective, critiquant leur soutien sans condition à Israël alors qu'ils appelaient à défendre les droits humains dans d'autres contextes, comme la guerre en Ukraine. Cet appui inconditionnel fut perçu comme biaisé et a contribué à une défiance croissante envers les États-Unis et leurs alliés.

Enfin, les opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza ont provoqué une crise humanitaire de grande ampleur, avec des milliers de morts parmi les civils, la destruction d'infrastructures vitales et des millions de déplacés. En réponse, les États-Unis et l'Union européenne ont débloqué des fonds pour fournir une aide humanitaire. Cette assistance (674 millions de dollars pour les seuls Américains en un an de blocus, et un milliard de la part des Européens) fut jugée largement insuffisante par les organisations internationales, qui pointèrent notamment les blocus et les restrictions militaires, considérés comme des obstacles majeurs à une distribution efficace de l'aide.

## CONCLUSION

Au terme d'une année de guerre, le Hamas et les autres mouvements terroristes implantés à Gaza ont perdu leur capacité à mener des actions offensives coordonnées au-delà du volume de quelques dizaines de combattants. Des cellules opérationnelles subsistent néanmoins, capables ponctuellement d'agir de façon décentralisée, de tirer quelques roquettes contre Israël, de tendre de petites embuscades et de poser des EEI. Les atouts majeurs du Hamas résident encore dans la détention d'otages israéliens cachés dans des tunnels ou des habitations, comme dans sa mainmise sur la vie sécuritaire, sociale et économique à Gaza. Il reste difficile d'évaluer la mentalité de la population gazaouie entre abattement, haine inextinguible vis-à-vis des Israéliens, sourde colère contre les dirigeants du Hamas. Soumis cette fois à un strict isolement ne permettant de faire rentrer à Gaza que le minimum de l'aide humanitaire, le Hamas n'a plus les moyens de renouveler son arsenal. Militairement il en est réduit à des actions isolées de guérilla.

L'armée israélienne a probablement atteint le point à partir duquel le rendement de son opération devient décroissant. Contrainte par l'échelon politique qui refuse de dire ce qu'il veut pour l'avenir de Gaza, de revenir plusieurs fois dans des zones déjà nettoyées depuis la fin de l'été 2024 pour y effectuer un « tamisage » des terroristes de plus en plus fin, elle perd inévitablement des hommes pour un gain de plus en plus marginal. Elle a construit une dizaine de bases provisoires pour sa protection mais préférerait se retirer de la Bande de Gaza pour mener des raids destructeurs en cas de risque potentiel (et non plus de menace avérée) sur des objectifs significatifs. Elle a mené une introspection sur ses défaillances et ses limites qui vont la rendre plus forte à brève échéance.

Navigation politique erratique côté israélien, possible survie du Hamas au milieu d'un champ de ruines, tout cela dans un contexte international et régional en plein bouleversement rendent toute prévision bien aléatoire sur les perspectives à moyen terme du conflit. Il n'en demeure pas moins qu'en ce début d'année 2025, Israël a vaincu militairement les mouvements terroristes à Gaza, forcé le Hezbollah à parvenir à un accord après 6 semaines d'affrontement direct au sud-Liban, affaibli considérablement l'Iran lors du raid du 25 octobre 2024 et bénéficie, sans en être à la manœuvre, de la coupure du lien terrestre en Syrie entre l'Iran et le Hezbollah libanais.

Cependant, la question de fond de la coexistence de deux entités distinctes sur la même terre n'est pas réglée pour autant.

**D'un point de vue polémologique, l'étude** des conflits Israël-Gaza et Russie-Ukraine, bien que de nature très différente (asymétrie/symétrie), fait apparaître des similitudes : guerre longue nécessitant la mobilisation de toutes les ressources de la nation/du territoire, masse des effectifs nécessitant l'appel en nombre de personnels par des biais divers (mobilisés, réservistes, volontaires), besoin de nombreux équipements autant rudimentaires que de haute technologie, généralisation du recours aux drones, etc. Autant **d'éléments que l'armée française doit prendre en compte pour** se préparer à sa prochaine guerre.

# ANNEXE 1 : Repères chronologiques de la guerre de Gaza

## 2023

7 octobre : attaque du Hamas et de ses alliés contre Israël.

8 octobre : premiers tirs du Hezbollah sur le Nord d'Israël.

9 octobre : blocus de la bande de Gaza ; mobilisation des réservistes ; renforcement des capacités de l'US Navy en Méditerranée orientale ; 1<sup>ère</sup> phase de la réaction (représailles).

12 et 22 octobre : bombardements des aéroports syriens.

13 octobre : attaques contre les Palestiniens évacuant la ville de Gaza.

17 octobre : bombardement de l'hôpital Al-Ahli Arabi et de l'école de l'UNRWA.

18 octobre : arrivée de M. Biden à Tel-Aviv ; rejet de la résolution du CSONU et trêve humanitaire.

19 octobre : première attaque Houthis sur des bateaux occidentaux soutenant Israël.

21-22 octobre : quelques camions d'aide humanitaire parviennent dans Gaza.

29 octobre : offensive terrestre israélienne (2<sup>e</sup> phase).

31 octobre : bombardement du camp de Jabaleya.

2-3 novembre : siège de Gaza jusqu'au 14-16 novembre (bombardement d'écoles et de mosquées notamment)

5 novembre : rencontre Blinken-Mahmoud Abbas.

Novembre : affrontements entre les IDF et des habitants de Cisjordanie. Déclaration de guerre des Houthis.

14-15 novembre : assaut de l'hôpital Al-Shifa.

24 novembre 2023 : entrée en vigueur d'une trêve humanitaire de quatre jours. Échange d'otages (26 au 30 novembre).

5 décembre : investissement sud de la bande de Gaza (Khan Younes).

7 décembre : affrontements IDF/Hezbollah.

23 décembre : 3<sup>e</sup> phase de l'offensive des IDF (dont retrait de certaines unités).

## 2024

Janvier : affrontements IDF/Hezbollah et bouclage de certains points de Cisjordanie. Nettoyage des côtes de Gaza (Marine). Lancement de l'opération « Gardiens de la Prospérité » de surveillance des approches maritimes de la mer Rouge par une coalition menée par les États-Unis.

11 janvier : attaque majeure de bateaux par des Houthis, l'US Navy est impactée pour la première fois par le conflit.

Février-mars : 20 largages humanitaires effectués en coordination avec l'armée israélienne, par la France, les Émirats arabes unis et l'Égypte avec les États-Unis et la Jordanie ; attaque de convois humanitaires par des Gazaouis affamés ; construction d'une route Est-Ouest coupant la Bande en deux (couloir Netzarim).

19 février : Israël somme le Hamas de libérer les otages avant le ramadan (le 10 mars), faute de quoi Rafah serait attaquée. Lancement de l'opération « Aspides » de surveillance des approches maritimes de la mer Rouge par l'UE.

2 mars : naufrage du vraquier Rubymare, premier navire coulé par les Houthis.

29 mars : mort d'une quarantaine de soldats syriens et de 6 combattants du Hezbollah suite à une frappe des IDF.

31 mars : à Jérusalem manifestation unitaire israélienne pour réclamer le départ du Premier Ministre.

1er avril : raid IDF contre le consulat iranien à Damas : 11 tués dont le chef de la force Al Qods, le général Zahedi et son adjoint. Retrait des IDF de l'hôpital d'Al-Shifa

Avril-mai : construction de la jetée flottante JLOTS (*Joint Logistics Over-the-Shore*).

13-14 avril : riposte iranienne (première attaque directe de l'Histoire contre le territoire d'Israël) : drones et missiles lancés sont interceptés par la France (+alliés) au-dessus du territoire jordanien.

6 mai : début de l'attaque de Rafah par les IDF.

8 mai : M. Biden affirme que les États-Unis suspendent les livraisons d'armes à Israël suite à l'invasion de Rafah.

21-22 mai : intervention israélienne au camp de Jénine.

24 mai : la Cour internationale de justice demande à Israël de cesser immédiatement son offensive militaire. Bombardement de Rafah (45 morts dans un camp).

26 mai : échange de tirs à la frontière entre Rafah et l'Égypte, au cours duquel deux militaires égyptiens sont tués.

28 mai : début de l'attaque contre Rafah ; la communauté internationale proteste.

29 mai : Tsahal déclare que le couloir de Philadelphie est sous son contrôle opérationnel.

18 juin : naufrage d'un deuxième cargo, le Tutor, attaqué le 12 par les Houthis.

13 juillet : assassinat ciblé de Mohammed Deif, chef des Brigades Ezzeddine al-Qassam du Hamas.

Fin juillet : frappe israélienne sur le port yéménite de Hodeïda en riposte à des frappes de drones sur Tel-Aviv le 19 juillet par les Houthis. C'est une première pour l'Armée de l'Air Israélienne (2.000 km).

27 juillet : attaque à la roquette et mort de 12 Israéliens du Golan. Représailles le 30 avec la mort de Fouad Chokr près de Beyrouth.

31 juillet : mort du chef politique du Hamas Ismaïl Haniyeh à Téhéran, remplacé par Yahya Sinwar qui cumule les deux fonctions de chef politique du mouvement et chef militaire dans la bande de Gaza.

17-20 septembre : bascule de l'effort de Tsahal vers le Nord.

17 et 18 septembre : bipeurs et talky walkies du Hezbollah piégés explosent au Liban.

27 septembre : élimination de Hassan Nasrallah, secrétaire général de longue date du Hezbollah.

30 septembre : début de l'offensive terrestre au Sud-Liban.

# ANNEXE 2 : La prise de RAFAH (mai - juillet 2024)

## 1. Contexte

- Février 2024

- Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu annonce son intention d'envahir Rafah où vivent 1,4 million de réfugiés palestiniens, intensifiant les frappes aériennes en conséquence.

- 6 mai 2024

- Israël ordonne l'évacuation des Palestiniens de certains quartiers de Rafah vers la zone humanitaire élargie d'al-Mawasi, suite à une attaque au mortier du Hamas à Kerem Shalom, tuant trois soldats israéliens.

## 2. Opérations

### Phase 1 : offensive initiale et frappes aériennes (6 mai 2024)

- L'aviation israélienne frappe Rafah à, au moins, 50 reprises.

#### *Entrée de Tsahal à Rafah*

- Tsahal entre dans la banlieue de Rafah et s'approche du poste-frontière de Rafah et de la frontière égyptienne, violant ainsi le traité de paix entre l'Égypte et Israël.

#### *Bilan des premières opérations*

- 20 hommes armés du Hamas sont tués.
- Trois tunnels importants sont découverts.
- Un véhicule chargé d'explosifs est détruit.

### Phase 2 : prise de contrôle des infrastructures clés (7 mai 2024)

- Saisie du poste frontière de Rafah par les FDI.

- Réaction du Hamas : bombardement du poste-frontière de Kerem Shalom depuis Rafah.

- Déclarations israéliennes : Yoav Gallant, ministre de la Défense israélien, affirme que l'opération se poursuivra jusqu'à l'élimination du Hamas ou la libération des otages.

- Avancée de la brigade Givati qui s'empare de la route Salah ad-Din, à l'est de Rafah, lors d'une opération nocturne (7 mai).

- Contrôle du passage par une entreprise privée : selon Haaretz, le contrôle du passage sera confié à une entreprise privée. John Kirby confirme l'opération limitée visant à empêcher la contrebande d'armes et d'argent.

### Phase 3 : Intensification des combats et assauts ciblés (23-26 mai 2024)

- Le 23, Daniel Hagari, porte-parole de Tsahal, déclare que plus de 180 terroristes ont été tués jusqu'à présent.

- Le 24, bombardement du bunker souterrain du commandant de la brigade de Rafah, Mohammed Shabana, sans certitude d'avoir réussi à le tuer.

- Le 26, bombardement du camp de réfugiés de Tel al-Sultan : 45 personnes tuées et 249 blessées.

- Des images du bombardement, notamment une vidéo montrant un homme portant le corps d'un enfant décapité, sont publiées sur les réseaux sociaux, provoquant une condamnation internationale.

- Échange de tirs à la frontière égyptienne (Rafah) entraînant la mort d'un militaire égyptien.

### Phase 4 : entrée dans le centre de Rafah et intensification des combats (28 mai 2024)

- Les chars de Tsahal entrent dans le centre de Rafah, opérant près de la mosquée al-Awda. Tsahal utilise des véhicules terrestres sans pilote tout en bombardant le quartier de Tel al-Sultan. Les opérations sont menées par la brigade Nahal qui confirme la découverte de puits de tunnel, capture de nombreuses armes et neutralise de nombreux combattants.

-Déploiement de la brigade Bislamach subordonnée à la 162<sup>e</sup> division dans Tel al-Sultan ; un bombardement contre un camp de réfugiés fait 21 morts.

#### Phase 5 : contrôle du centre de Rafah (fin mai 2024)

- Contrôle des points stratégiques.
- Les forces israéliennes atteignent le centre de Rafah.
- Prise de contrôle du rond-point d'al-Awda et de la colline de Zoroub.
- Prise de contrôle du corridor humanitaire de Philadelphie.

### 3. Réactions internationales

- 12 février 2024

- L'Afrique du Sud dépose une requête devant la Cour internationale de justice (CIJ), affirmant que l'offensive israélienne prévue à Rafah constituerait une violation grave de la Convention sur le génocide.
- L'Égypte renforce la sécurité à sa frontière et commence à construire une zone fortifiée dans le Sinai pour accueillir un éventuel afflux de réfugiés.

- 6 mai 2024

- La France réaffirme son opposition à une offensive israélienne sur Rafah, rappelant que le déplacement forcé de populations civiles constitue un crime de guerre.
- Les États-Unis considèrent qu'une invasion de Rafah serait une erreur sans un plan humanitaire crédible pour protéger les civils.

- 20 mai 2024

- La Chambre américaine des représentants adopte un plan d'aide de 26 milliards de dollars pour le conflit à Gaza.

- 24 mai 2024

- La CIJ ordonne à Israël de mettre fin à l'offensive militaire sur Rafah, mais précise que cela n'empêche pas Israël de poursuivre ses opérations militaires tant qu'elles respectent la Convention sur le génocide.

## ANNEXE 3 : Utilisation des tunnels

L'histoire des tunnels à Gaza remonte à l'Antiquité, notamment pendant le siège d'Alexandre le Grand en 332 avant J.-C. Le réseau moderne de tunnels du Hamas à Gaza, qui remonte aux années 1960, a considérablement évolué, en particulier après le blocus imposé en 2007 par l'Égypte et Israël. Initialement utilisés pour la contrebande de marchandises et d'armes, les tunnels sont devenus un élément essentiel de la stratégie militaires du Hamas. Ils s'étendent sur 720 kilomètres et coûtent plus d'un milliard de dollars. Ils offrent des avantages tactiques tels que des attaques surprises, des mouvements sécurisés et la protection des chefs et des biens. Les tunnels sont également utilisés pour des opérations de commandement et de contrôle, avec des infrastructures avancées pour la communication et le renseignement. La stratégie du Hamas s'appuie sur ces tunnels pour prolonger les conflits, dans le but d'attirer la pression internationale sur Israël et de compliquer les réponses militaires. L'armée israélienne a mis au point des unités et des technologies spécialisées pour lutter contre la guerre des tunnels, en utilisant des radars pénétrant dans le sol, des drones spécialisés et des chiens entraînés. Malgré ces efforts, l'ampleur et la profondeur du réseau de tunnels posent des défis considérables, nécessitant souvent des tactiques et des forces militaires conventionnelles.

### 1. L'histoire

Les tunnels font partie de l'histoire de Gaza depuis longtemps. Dans son livre *Histoire de Gaza*, Jean-Pierre Filiu décrit la « première référence historique au sous-sol meuble de Gaza » lors du siège d'Alexandre le Grand, en 332 avant J.-C., dans cette ville méditerranéenne, alors sous domination perse. Filiu écrit qu'Alexandre s'attendait à une victoire rapide. Cependant, « le siège de Gaza a nécessité 100 jours d'attaques et de creusement de tunnels infructueux ». Lorsque Gaza est finalement tombée, Alexandre a été furieux et s'est livré à un déchaînement de vengeance<sup>68</sup>.

Le réseau actuel de tunnels dans la bande de Gaza, contrôlé principalement par le Hamas, remonte à plusieurs décennies, aux années 1960, et a considérablement évolué au fil du temps<sup>69</sup>. Au début des années 1990, les forces égyptiennes et israéliennes ont déclaré avoir trouvé des tunnels transfrontaliers utilisés pour la contrebande d'armes, de fournitures et de militants de l'Égypte vers Gaza, les tribus du Sinaï ayant des ramifications claniques à Gaza. Ce premier réseau s'est développé en taille et en complexité, surtout après le blocus économique imposé par l'Égypte et Israël en 2007, qui a forcé le Hamas à dépendre fortement des tunnels sous l'axe Philadelphie qui longe la frontière Égypte-Gaza pour importer des biens et des matériaux<sup>70</sup>.

L'itération moderne de ce système de tunnels, souvent appelée « métro de Gaza », a commencé à prendre forme au début des années 2000. En 2001, le Hamas utilisait les tunnels pour des opérations militaires, notamment pour faire exploser des bombes sous des postes militaires israéliens<sup>71</sup>. Le réseau a connu une expansion significative et une utilisation stratégique après que le Hamas a pris le contrôle de Gaza en 2007<sup>72</sup>.

<sup>68</sup> Jean-Pierre Filiu, *Histoire de Gaza* : (Paris - Éditions Fayard, 2012)

<sup>69</sup> [The web of Gaza tunnels complicating Israel's possible ground invasion \(usatoday.com\)](https://www.usatoday.com/story/news/world/2012/08/27/gaza-tunnels-israel-ground-invasion/171111/)

<sup>70</sup> [Inside the tunnels of Gaza \(reuters.com\)](https://www.reuters.com/world/middle-east/inside-gaza-tunnels-2012-08-27/)

<sup>71</sup> C'est en utilisant un tunnel aboutissant en Israël que le soldat franco-israélien Gilad Shalit a été enlevé de 2006 à 2009.

<sup>72</sup> [HAMAS and the Gazan Tunnels | Wilson Center](https://www.wilsoncenter.org/publication/hamas-and-the-gazan-tunnels)



moyens offensifs opérationnels servant des objectifs tactiques et stratégiques. Premièrement, ils servent de contrepoids à l'écrasante supériorité militaire et technologique de l'armée la plus importante, en protégeant les combattants des tirs d'artillerie et des assauts aériens. Deuxièmement, la présence de tunnels entrave la progression des forces d'infanterie, les obligeant à avancer avec prudence et dans les limites imposées. Troisièmement, ils offrent une série d'avantages tactiques, notamment des attaques surprises, des mesures efficaces de contre-assaut, un mouvement sans entrave, un retrait sécurisé des champs de bataille, l'exécution d'attaques et d'opérations d'infiltration derrière les lignes ennemies, et la collecte de renseignements. Quatrièmement, les tunnels protègent les armements, les installations d'approvisionnement, les hauts responsables du Hamas et les biens militaires de valeur, et servent à détenir les otages ou d'espaces opérationnels pour les centres de commandement et de contrôle militaires. Ils sont, enfin, utilisés comme sites de fabrication, d'entraînement militaire et d'importation de fournitures par le biais de tunnels transfrontaliers, notamment vers l'Égypte<sup>77</sup>.

## 5. Commandement et contrôle

Le réseau souterrain est essentiel pour les opérations de commandement et de contrôle du Hamas. Ces tunnels abritent des centres de commandement, des centres de communication et des centres de données, ce qui permet aux dirigeants du Hamas de coordonner les attaques et de gérer les opérations tout en restant à l'abri de la surveillance aérienne et des frappes. Par exemple, un important tunnel de commandement a été découvert sous le siège de l'UNRWA dans la ville de Gaza, avec des bureaux, des salles de serveurs et des batteries industrielles. Cette configuration indique que les tunnels soutiennent de vastes opérations informatiques et de renseignement essentielles à la stratégie militaire du Hamas<sup>78</sup>.



*Illustration : une salle électrique desservant un centre de données souterrain du Hamas*

<sup>77</sup> [Gaza's Subterranean Warfare : Palestinian Resistance Tunnels vs. Israel's Military Strategy \(tandfonline.com\)](https://www.tandfonline.com)

<sup>78</sup> [Directly beneath UNRWA's Gaza headquarters, IDF uncovers top secret HAMAS data center | The Times of Israel](https://www.thetimes.com)

Compte tenu de la densité de l'environnement urbain et de la menace constante de la surveillance israélienne, ces passages souterrains constituent un moyen secret de transmettre des informations et de coordonner les mouvements sans être détecté. Ce réseau comprend une infrastructure permettant la transmission sécurisée de données, comme en témoigne la présence de fermes de serveurs et de câbles de communication pour certains.

## 6. Guerre souterraine des FDI

Les FDI ont créé des capacités spécifiques de guerre souterraine, comme l'unité Yahalom du Corps des ingénieurs de combat de l'armée israélienne. Cette unité utilise des tactiques spéciales et comprend des unités spécialisées dans l'entrée, le dégagement et la destruction des tunnels. L'unité Yahalom et d'autres unités de FDI disposent également d'équipements spécialement conçus pour les tunnels. Pour effectuer la reconnaissance des tunnels, les unités utilisent des capteurs terrestres et aériens, des radars à pénétration de sol, des équipements de forage et d'autres systèmes. Des radios et des technologies de navigation sont utilisées pour fonctionner sous terre, des jumelles de vision nocturne (JVN) avec des technologies thermiques et autres sont employées pour voir dans l'obscurité totale, et une série de robots volants ou rampants télécommandés ou contrôlés par fil sont utilisés pour examiner et cartographier les tunnels sans risquer de blesser des soldats. L'unité canine de FDI, Oketz, dispose de chiens spécialement entraînés pour les opérations souterraines. En outre, les FDI, la police et les services de renseignement disposent tous d'unités spéciales - comme Sayeret Matkal, Yamam et d'autres - qui partagent les meilleures pratiques pour traiter les combattants dans les souterrains<sup>79</sup>.

Les capacités spécialisées d'Israël pourraient ne pas suffire en raison de la profondeur et de l'ampleur des tunnels du Hamas à Gaza et il est très probable que Tsahal doive recourir à des capacités et à des moyens conventionnels pour lutter contre ce problème, comme l'infanterie régulière ou le génie. En outre, le démantèlement du réseau de tunnels prendra beaucoup de temps car le Hamas a régulièrement amélioré les aspects techniques et creusé de plus en plus bas sous la frontière avec son voisin.

## 7. Conclusion

L'étendue du réseau de tunnels peut permettre au Hamas d'employer une stratégie axée sur l'exploitation du temps plutôt que sur la tenue du terrain ou la défaite d'une force d'attaque. Le défi tactique pour Israël implique des méthodes avancées pour localiser et détruire ce type de réseau, telles que des unités d'ingénierie spécialisées, des robots et des explosifs. Le défi stratégique réside dans le temps nécessaire à leur démantèlement dans un contexte de critiques internationales permanentes et dans l'urgence imposée par la stratégie du Hamas basée sur le temps. La stratégie du Hamas repose sur l'utilisation du réseau de tunnels et la manipulation du temps afin de contrecarrer les efforts militaires israéliens et d'exercer une pression internationale. Les tunnels abritent les dirigeants du Hamas, des armes et même des otages, ce qui fait du temps le facteur critique de ce conflit plutôt que les objectifs militaires traditionnels tels que le contrôle du terrain.

---

<sup>79</sup> [Underground Nightmare : HAMAS Tunnels and the Wicked Problem Facing the IDF - Modern War Institute \(westpoint.edu\)](https://www.warinstitute.org/underground-nightmare-hamas-tunnels-and-the-wicked-problem-facing-the-idf)

## ANNEXE 4 : Les doctrines officieuses, voire semi-officielles de Tsahal<sup>80</sup>

L'usage exagéré de la violence et l'absence de proportionnalité des ripostes se retrouvent dans les modes d'action israéliens, comme la directive HANNIBAL (refus de concéder un otage, au besoin au prix de la vie du captif potentiel), la doctrine BETHLEHEM (légitimation des attaques préventives en cas de « potentialité » d'un risque), la doctrine DAHIYA (préconisation d'un usage « disproportionné » de la force sur les populations civiles) et la doctrine SAMSON (représailles nucléaires et, dans le pire des scénarios, suicide collectif). Cela se traduit également par le non-respect du droit international.

Bien que démocratique et laïc, l'État d'Israël reconnaît à ses citoyens des droits différenciés suivant leur ethnicité, dont la religion fait partie, et les références bibliques structurent la société. David Ben Gourion, père de l'État, déclarait « *Il ne peut y avoir d'éducation politique ou militaire valable sur Israël sans une connaissance approfondie de la Bible* ». Or la Bible définit les Hébreux comme étant « le peuple élu » de Dieu. Cette primauté relative sur le reste de l'humanité se traduit par quatre directives qui s'exonèrent du droit usuel et ordonnent la pensée militaire israélienne, du déclenchement des hostilités à celui des mesures ultimes pour assurer la sauvegarde du pays, en passant par les modes d'action de guerre contre-insurrectionnelle.

### 1. « BETHLEHEM » : Le déclenchement d'une action militaire préventive

La doctrine « BETHLEHEM » autorise n'importe où des attaques préventives sur des « suspects éventuels » en cas de « potentialité d'un risque », sans justification préalable.

- L'origine

Après la chute du Mur de Berlin, un débat est apparu sur la portée du droit d'autodéfense d'un État face à une attaque armée imminente ou réelle de la part d'acteurs non étatiques. Les attaques contre le World Trade Center et d'autres lieux aux États-Unis, le 11 septembre 2001, ont accentué son intérêt et lui ont conféré une plus grande urgence opérationnelle. En 2012, Daniel Bethlehem écrit, dans l'*American Journal of International Law*, un article qui arrête les principes relatifs à la portée du droit de légitime défense d'un Etat contre une attaque armée imminente ou réelle d'acteurs non étatiques.

- La directive

La doctrine Bethlehem stipule que les États ont un droit de « légitime défense préventive » contre une attaque « imminente ». Cette assertion rencontre un large assentiment mais le 8<sup>e</sup> principe fait l'objet de grandes réserves. Celui-ci prévoit une nouvelle norme d'imminence pour permettre des frappes militaires préventives contre les menaces en dehors des zones de conflit traditionnelles. Ces actions peuvent être autorisées même si l'on n'en connaît pas les détails ou le moment où les menaces pourraient s'incarner. La doctrine légitime des frappes en raison de « renseignements » indiquant qu'une cible potentielle est

---

<sup>80</sup> Aucune de ces « doctrines » n'est confirmée par des textes officiels ; elles ont été baptisées ainsi par des observateurs israéliens ou étrangers parfois à partir d'une simple déclaration d'un officiel israélien. Elles sont donc à considérer avec prudence.

impliquée dans un complot. Ces renseignements ne sont tenus de préciser ni la nature du complot ni la date à laquelle il pourrait avoir lieu ni que la cible potentielle a participé à un complot. La note (d) de ce principe prévoit également « d'engager une action armée contre des personnes autres que celles qui planifient, menacent ou perpètrent une attaque armée ».

## 2. « DAHIYA » : la conduite d'une action militaire de contre-insurrection

La doctrine « DAHIYA » prône l'usage « disproportionné » de la force envers les populations civiles dont sont issus et au milieu desquelles œuvrent des combattants ennemis.

- L'origine

En 2006, lors du conflit connu en Israël comme la « seconde guerre du Liban » et au Pays du Cèdre comme la « guerre de Juillet », deux soldats israéliens sont enlevés. En réaction, les FDI bombardent massivement le quartier civil chiite de « Dahiya Janoubya » à Beyrouth qui abritait un bastion du Hezbollah, et des infrastructures civiles libanaises. Deux ans après, ce procédé est théorisé sous le nom de « doctrine Dahiya » par le général Gadi Eisenkot, chef d'état-major des FDI jusqu'en 2019, et l'un des cinq membres du cabinet de guerre dirigé<sup>81</sup> par Benjamin Netanyahu.

- La directive

Dans le texte du COL (cr) Gabi Siboni intitulé « *Disproportionate Force : Israel's Concept of Response in Light of the Second Lebanon War* », cette doctrine est présentée comme la réponse appropriée aux attaques de forces paramilitaires. Elle repose sur le concept d'une guerre asymétrique rapide. La force disproportionnée s'étend à la destruction de l'économie et de l'infrastructure de l'État avec de nombreuses victimes civiles, dans l'intention d'obtenir un impact dissuasif durable. Il convient de découpler le combattant ennemi de sa population civile. Mais si celle-ci ne le rejette pas, c'est qu'elle est complice et devient ipso facto un élément belligérant, toute catégorie humaine confondue.

## 3. « HANNIBAL » : attitude face à une capture potentielle de soldat israélien

La directive « HANNIBAL » vise à empêcher qu'un soldat israélien soit fait prisonnier, quels que soient les dommages collatéraux, quitte à entraîner le décès de l'otage potentiel.

- L'origine

Les prises d'otages ont émaillé l'histoire d'Israël, qui est aussi celle des négociations. Après divers échanges d'un nombre important de détenus palestiniens contre un unique otage ou le corps d'un soldat israélien tué, l'État hébreu a décidé d'agir selon la doctrine dite « Hannibal », qui autorise l'usage massif de la force même si celle-ci met en danger la vie de l'otage.

- La directive

La directive Hannibal date de 1986. Elle était initialement confidentielle et destinée à empêcher la capture au combat de soldats de Tsahal. En cas de capture d'un soldat tout doit être mis en œuvre pour

---

<sup>81</sup> Ce cabinet a été dissout en 2024.

sa libération, y compris au risque de provoquer la mort du soldat kidnappé. Au sein même des FDI, cette directive a suscité des controverses. Officiellement, la directive a été annulée en 2016. Selon la presse israélienne, elle a été remplacée par trois ordres distincts, selon les contingences de l'enlèvement, en Cisjordanie en temps de paix, ailleurs au-delà des frontières d'Israël en temps de paix, n'importe où en temps de guerre ou dans une autre situation d'urgence. De nombreux auteurs israéliens, civils ou militaires, estiment toutefois que la doctrine originale a été à nouveau utilisée en octobre 2023.

#### 4. « SAMSON » : « plus jamais Massada »

La doctrine nucléaire d'Israël n'est pas la dissuasion envers un agresseur nucléaire, mais la volonté d'entraîner ennemis et alliés dans un suicide collectif en cas de menace ultime.

- L'origine

Dans le Livre des Juges, Samson, un héros hébreu, fait s'effondrer sur lui-même et ses assaillants un temple de Philistins à Gaza. La prise de la forteresse de Massada en 73 apr. J.-C. constitue l'épilogue de la guerre entre Juifs et Romains. Tous les défenseurs juifs ont préféré se suicider plutôt qu'être vaincus par les Romains. Moshe Dayan disait qu'Israël « *doit être comme un chien enragé, trop dangereux pour qu'on y touche* ».

- La directive

Samson est une doctrine officielle, puisque même si certains hauts responsables l'ont déjà reconnue, le pays n'est officiellement pas doté de l'arme nucléaire. Mais, selon cette doctrine, si Israël se trouvait au bord de l'anéantissement militaire, elle pourrait faire tomber les piliers du monde (attaquer Moscou et les capitales européennes par exemple) et les lieux saints de l'Islam. En 2009, Martin van Creveld, le principal stratège israélien, déclarait : « *nous possédons plusieurs centaines d'ogives atomiques et de fusées et pouvons atteindre nos cibles dans tous les azimuts, et même Rome. La plupart des capitales européennes font partie des cibles potentielles de notre armée de l'Air* ».

## Conclusion

Yitzhak Shamir, Premier ministre entre 1986 et 1992, déclarait, en 1943 : « *ni l'éthique juive ni la tradition juive ne peuvent disqualifier le terrorisme comme moyen de combat. Nous sommes très loin d'avoir un quelconque scrupule moral à l'égard de notre guerre nationale. Nous avons devant nous le commandement de la Torah, dont la moralité surpasse celle de tout autre corps de lois dans le monde : vous les exterminerez jusqu'au dernier homme* ».

Benjamin Netanyahu a été vice-Premier ministre d'Yitzhak Shamir.

## ANNEXE 5 : Perceptions palestiniennes de leur environnement politique

*Il s'agit ici d'analyser l'opinion des Palestiniens à travers plusieurs sondages, notamment celui de l'AWRAD (Arab World for Research and Development<sup>82</sup>/ groupe de recherche et de développement du monde arabe) sur la guerre de Gaza en 2023, données collectées entre le 31 octobre et le 7 novembre 2023.*

### 1. Détails sur le panel sondé

- Échantillon : 668 Palestiniens, répartis entre la Cisjordanie et la bande de Gaza :
  - Cisjordanie : 58,5 % des répondants.
  - Gaza : 41,5 % des répondants.
- Genre : Hommes : 50,6 % ; Femmes : 49,4 %.
- Régions représentées : Les répondants proviennent de diverses localités, y compris les gouvernorats de Jénine, Ramallah, Jérusalem, Hébron (en Cisjordanie), ainsi que de Khan Younès, Deir Al Balah et Rafah (dans la bande de Gaza).

### 2. Perception des milices et des acteurs politiques

- Soutien aux milices :
  - 89 % des Palestiniens ont une opinion favorable des Brigades Al Qassam, l'aile militaire du Hamas.
  - 84 % des répondants soutiennent le Jihad islamique.
  - 80 % soutiennent les Brigades Al Aqsa (liées au Fatah).
  - 76 % expriment un soutien direct au Hamas.
- Méfiance vis-à-vis de l'Autorité palestinienne (AP) :
  - Seuls 10 % des répondants voient l'AP de manière positive, ce qui indique une perte de confiance dans cette institution.

### 3. Opinions sur la guerre

- Nature du conflit :
  - 65 % des Palestiniens considèrent la guerre comme un conflit contre tous les Palestiniens. En revanche, 18 % la voient comme une guerre entre Israël et le Hamas.
  - 35 % des répondants estiment que les attaques du 7 octobre étaient une réponse aux attaques contre Al Aqsa et à l'oppression historique.
  - 21 % pensent que ces attaques visaient à briser le blocus de Gaza.

---

<sup>82</sup> Source : <https://www.awrad.org/files/server/polls/polls2023/Public%20Opinion%20Poll%20-%20Gaza%20War%202023.pdf>

#### 4. Perception de la victoire et de l'avenir

- Pari sur une victoire à venir :
  - 73 % des Palestiniens pensent que la Palestine remportera la guerre.
  - 79 % s'attendent à une victoire qui permettra de repousser l'invasion israélienne à Gaza.
- Après-guerre :
  - 75 % soutiennent la formation d'un gouvernement d'union nationale, tandis que 14 % préfèrent un gouvernement dirigé par le Hamas.

#### 5. Sympathie envers les acteurs internationaux et régionaux

- Les Palestiniens ont une perception généralement positive de certains acteurs :
  - Hezbollah : 45 %.
  - Russie : 40 %.
  - Turquie : 33 %.
  - Iran : 32 %.
- En revanche, les perceptions sont négatives vis-à-vis des acteurs occidentaux et des États-Unis :
  - Égyptiens : 14 % d'opinions positives.
  - Arabie saoudite et Émirats Arabes Unis : Seulement 3 % d'opinions favorables.
  - États-Unis et Israël : 0 % de soutien ou d'opinion positive.

#### 6. Synthèse de la confiance dans les médias et sources d'information

- 62 % des Palestiniens préfèrent s'informer par Al Jazeera.
- 48 % des répondants utilisent Telegram comme source principale de nouvelles sur la guerre, suivi de Facebook (31 %).

## ANNEXE 6 : Quel cadre juridique international à Gaza ?

La mise en perspective juridique de la guerre de Gaza laisse entrevoir les 4 points particuliers suivants :

### Le régime juridique applicable à Gaza avant le 7 octobre 2023

Le régime de l'occupation militaire s'applique sur un territoire quand celui-ci se trouve « placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie »<sup>83</sup>. Avant les attaques du 7 octobre, Tsahal n'était plus présente dans la bande Gaza depuis 2005. De plus, les opérations militaires conduites de 2008 à 2023 montrent qu'Israël ne peut reprendre le contrôle de Gaza, si tant est que le pays le souhaite, dans un délai raisonnable comme pourrait le faire une force d'occupation. Cependant, l'occupation militaire est considérée comme effective dès lors que la puissance occupante peut substituer son autorité à celle du souverain territorial. Le fait qu'Israël conserve le contrôle de l'espace aérien et maritime de la bande de Gaza, sur la résidence des Gazaouis et leur approvisionnement en eau et en énergie tendrait à démontrer que la bande de Gaza demeure un territoire occupé depuis 2005.

### Le cadre juridique de l'emploi de la force par Israël à Gaza

Envisagé comme puissance occupante à Gaza avant le 7 octobre, Israël a l'obligation de maintenir l'ordre public et la sécurité dans ce territoire<sup>84</sup>. L'offensive contre le Hamas s'analyse dès lors comme l'exercice d'un pouvoir de police dirigé contre un groupe armé qui est l'auteur de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Sans occupation militaire de Gaza, qualifier l'offensive contre le Hamas de recours à la force dans les relations internationales en réponse à une agression armée n'est pas pertinent car le droit de légitime défense ne peut s'exercer que « par un État contre un autre État »<sup>85</sup>. Toutefois, plusieurs précédents à compter du 11 septembre 2001 tendent à démontrer qu'une entité non-étatique peut être l'auteur d'une agression armée<sup>86</sup>, justifiant ainsi sur la base du droit de légitime défense l'offensive israélienne à Gaza.

### La nature du conflit armé entre Israël et le Hamas

Si Gaza doit être considérée comme un territoire occupé avant le 7 octobre, alors l'offensive israélienne s'inscrit dans le cadre général d'une guerre de libération nationale opposant Israël au peuple palestinien depuis le début de l'occupation en 1967<sup>87</sup>. La situation à Gaza peut alors être qualifiée de conflit armé international où un peuple lutte pour son droit à l'autodétermination contre une occupation étrangère<sup>88</sup>. A défaut, le conflit à Gaza doit être qualifié de conflit armé non international du fait qu'il est d'abord intervenu sur le territoire d'Israël avec les attaques du 7 octobre et qu'une des parties n'est pas un État<sup>89</sup>.

---

<sup>83</sup> *Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son annexe : Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, 18 octobre 1907, article 42. Le contenu de cette convention a depuis acquis une valeur coutumière (voir en ce sens Cour internationale de Justice, *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, 19 décembre 2005, p. 65, §172).

<sup>84</sup> *Idem.*, article 43.

<sup>85</sup> Cour internationale de Justice, *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé (avis consultatif)*, 9 juillet 2004, p. 62, §139.

<sup>86</sup> Voir en ce sens le PV des débats avant l'adoption de la résolution 2249 du Conseil de sécurité des Nations Unies (S/PV.7565, 20 novembre 2015, pp. 2-5).

<sup>87</sup> Voir en ce sens Pietro Verri, *Dictionnaire du droit international des conflits armés*, CICR, 1992, p. 37.

<sup>88</sup> *Protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)*, 8 juin 1977, article 1, §4.

<sup>89</sup> *Conventions (I), (II), (III) et (IV) de Genève*, 12 août 1949, article 3 commun.

### Les obligations d'Israël et du Hamas à l'égard des populations civiles

Si l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève de 1949 établit les règles fondamentales à destination des parties à un conflit armé non international, les obligations d'Israël et du Hamas à l'égard des civils restent minimales. A noter toutefois que les prises d'otages, meurtres, mutilations, tortures, traitements cruels, humiliants et dégradants sont interdits. Le droit international coutumier vient y ajouter le principe de distinction entre civils et combattants, biens de caractère civil et objectifs militaires, l'interdiction des attaques indiscriminées, les principes de proportionnalité et de précaution dans les attaques et contre les effets des attaques, dès lors qu'elles peuvent engendrer des pertes civiles. Dans le cadre d'un conflit armé international, les obligations d'Israël et du Hamas à l'égard des civils sont renforcées. Les parties au conflit sont soumises au Protocole 1 de 1977, additionnel aux quatre Conventions de Genève, qui reprend et développe considérablement les principes mentionnés plus haut. En tant que puissance occupante, Israël doit organiser le libre passage de l'aide humanitaire et garantir la distribution des envois de secours, ce qui correspond d'ailleurs à l'une des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans son ordonnance du 26 janvier 2024<sup>90</sup>.

---

<sup>90</sup> Cour internationale de justice, *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*, Ordonnance du 26 janvier 2024, p. 25.

# SOURCES

## 1. Bibliographie de référence

### Une histoire globale du conflit israélo-palestinien

- BENSOUSSAN, Georges. Les origines du conflit israélo-arabe (1870-1950). Que sais-je, 2022, 128 p.
- ELKAÏM, David. Histoire des guerres d'Israël : de 1948 à nos jours. Tallandier, 2019, 320 p.
- SEURAT, Leila. Le Hamas et le monde (2006-2015) : la politique étrangère du mouvement islamiste palestinien. Paris, CNRS : éditeur, 2015, 344 p.
- ENCEL, Frédéric. Géopolitique du sionisme : stratégies d'Israël. Paris, Armand Colin, 2009, 335 p.
- SMITH, Charles D. Palestine and the Arab-Israeli Conflict: A History with Documents. Bedford/Saint Martin's, 2020, 640 p.
- MORRIS, Benny. The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited. Cambridge Middle East Studies, 2004
- MORRIS, Benny. 1948 : A History of the First Arab-Israeli War. Yale University Press, 2009, 544 p.
- MORRIS, Benny. Righteous Victims : A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-1999. Random House Inc, 2001.
- AVINERI, Shlomo. The Making of Modern Zionism: Intellectual Origins of the Jewish State. Weidenfeld & Nicolson, 1981, 244 p.
- ROGAN, Eugene. The Arabs : A History. Basic Books, 2009, 592 p.
- MASALHA, Nur. Palestine : A Four Thousand Year History. Lieu de publication : Zed Books, 2018, 458 p.
- GELVIN, James L. The Israel-Palestine Conflict : One Hundred Years of War. Cambridge University Press, 2014, 324 p.
- SHLAÏM, Avi. The Iron Wall : Israel and the Arab World. Penguin, 2014, 944 p.

### Le Hamas

#### *Origines et méthodes d'une organisation politico-milicienne*

- ABU-AMR, Ziyad. Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza : Muslim Brotherhood and Islamic Jihad. 1994, 192 p.
- MILTON-EDWARDS, Beverley. Hamas : The Islamic Resistance Movement. Polity, 2010, 368 p.
- LEVITT, Matthew. Hamas : Politics, Charity, and Terrorism in the Service of Jihad. Yale University Press, 2006, 336 p.
- KHALIDI, Rashid. Palestinian Identity : The Construction of Modern National Consciousness. Columbia University Press, 2009.
- TAMIMI, Azzam. Hamas : A History from Within. 2010, 392 p.
- SCHANZER, Jonathan. Hamas vs. Fatah : The Struggle For Palestine. Palgrave Macmillan, 2008, 239 p.
- SAYIGH, Rosemary. The Palestinians : From Peasants to Revolutionaries. Zed Books, 2007, 256 p.
- RUBIN, Barry et ABU-MARZUQ, Musa. The Transformation of Palestinian Politics : From Revolution to State-Building. Harvard University Press, 1999. 298 p.
- PIERRE Jean. Histoire de Gaza. Pluriel, 2015, 576 p.
- HROUB Khaled, Le Hamas. Demopolis, 2008, 240 p.
- BOUVERET Patrice. Qui arme Israël et le Hamas. Groupe de recherche et d'information sur la paix, 2009, 133 p.
- HROUB Khaled. Hamas, a beginner's guide. Pluto Press, 2010, 224 p.
- BACON, Tareq. Hamas Contained, The rise and pacification of Palestinian resistance. Stanford University Press, 2018. 368 p.
- CARIDI, Paola. Hamas, from resistance to government. Seven Stories Press, 2012, 416 p.
- *Terrorisme*
- CHAFTES, Ze'ev. Terror in the Promised Land : Inside the Ultra-Right-Wing Jewish Underground. Crown Pub, 1990.
- PERETZ, Don. Palestinian Resistance : Organization of a Nationalist Movement. Pergamon Press, New York, 1980, 471 p.

- MISHAL, Shaul et SELA, Avraham. The Palestinian Hamas : Vision, Violence, and Coexistence. Columbia University Press, 2000, 272 p.

## 2. Canaux d'informations

### Sites et médias

- Page officielle de la Force aérienne israélienne  
Lien : [https://t.me/israeli\_air\_force] ([https://t.me/israeli\\_air\\_force](https://t.me/israeli_air_force))
- Médias militaires des Brigades Izz al-Din al-Qassam  
Lien : [https://t.me/Qassami\_new] ([https://t.me/Qassami\\_new](https://t.me/Qassami_new))
- Brigades Al-Qassam et Al-Quds  
Lien : [https://t.me/resistmirror1] (<https://t.me/resistmirror1>)
- Canal média militaire du Hezbollah  
Lien : [https://t.me/Militarymedialb] (<https://t.me/Militarymedialb>)
- Contenu anti-impérialiste et anti-sioniste - Géopolitique mondiale et MENA - Guerre, actualités, mises à jour, sources, liens  
Lien : [https://t.me/stayfreeworld] (<https://t.me/stayfreeworld>)
- Chaîne Telegram officielle des Forces de défense israéliennes  
Lien : [https://t.me/IDFofficial] (<https://t.me/IDFofficial>)
- Compte officiel de la chaîne Al Mayadeen  
Lien : [https://t.me/mayadeenchannel] (<https://t.me/mayadeenchannel>)
- Documentation des événements liés à Israël, sources internes.  
Lien : [https://t.me/DocumentingIsrael] (<https://t.me/DocumentingIsrael>)
- Suivi régional des conflits  
Lien : [https://t.me/resistance\_channel] ([https://t.me/resistance\\_channel](https://t.me/resistance_channel))
- Organe de presse, pro palestinien  
Lien : [https://t.me/gazaalanpa] (<https://t.me/gazaalanpa>)
- Live feed from my Palestinian sources 24/7 News reporting live from Palestine.  
Lien : [https://t.me/me\_observer\_TG] ([https://t.me/me\\_observer\\_TG](https://t.me/me_observer_TG))
- Bureau des médias du ministère de la Santé dans la bande de Gaza  
Lien : [https://t.me/MOHMediaGaza] (<https://t.me/MOHMediaGaza>)
- Brigades des martyrs d'Al-Aqsa  
Lien : [https://t.me/elaqsa] (<https://t.me/elaqsa>)
- Journaliste indépendant, relayeur d'information sur Gaza  
Lien : [https://t.me/hamza20300] (<https://t.me/hamza20300>)
- Quds news network  
Lien : [https://t.me/QudsNen] (<https://t.me/QudsNen>)
- Le renseignement ouvert par la radio #OSINT  
Lien : [https://t.me/renseignor] (<https://t.me/renseignor>)
- News & Analysis covering the Middle East  
Lien : [https://t.me/Middle\_East\_Spectator] ([https://t.me/Middle\\_East\\_Spectator](https://t.me/Middle_East_Spectator))
- Gaza now  
Lien : [https://t.me/gazaalanpa] (<https://t.me/gazaalanpa>)
- Covering Lebanon and occasionally MENA's conflicts. And currently, the war in Palestine.  
Lien : [https://t.me/LebUpdate] (<https://t.me/LebUpdate>)
- Documenting events related to Israel from within Israel.  
Lien : [https://t.me/DocumentingIsrael] (<https://t.me/DocumentingIsrael>)
- La seule chaîne officielle sur le groupe Lions' Den dans la ville de Naplouse, « Jabal al-Nar » et depuis l'intérieur de la vieille ville dans le quartier de Yasmine  
Lien : [https://t.me/areennabluss] (<https://t.me/areennabluss>)
- Une chaîne affiliée au site officiel du Mouvement des Moudjahidines palestiniens  
Lien : [https://t.me/mojahdeenpal] (<https://t.me/mojahdeenpal>)
- Médias militaires des Brigades Al-Quds (officiels)  
Lien : [https://t.me/sarayaps/] (<https://t.me/sarayaps/>)
- Le compte officiel de Tsahal sur Twitter.  
Lien : [https://twitter.com/IDFonline] (<https://twitter.com/IDFonline>)

- Site officiel de Tsahal  
Lien : [http://www.IDF.il/fr] (<https://www.IDF.il/fr>)
- Official Account of U.S. Central Command (CENTCOM).  
Lien : [https://twitter.com/CENTCOM] (<https://twitter.com/CENTCOM>)
- Page *d'Israel defense forces* dédiée au conflit avec un suivi quotidien. Lien : (<https://www.IDF.il/en/mini-sites/Hamas-israel-war-24/>)

Info sur le Hamas tirées de

[The Order of Battle of Hamas' Izz al Din al Qassem Brigades, Part 1 : North and Central Gaza | Institute for the Study of War \(understandingwar.org\)](#)

[The Order of Battle of Hamas' Izz al Din al Qassem Brigades Part 2 | Institute for the Study of War \(understandingwar.org\)](#)

[The Gaza Terror Offensive – 15 April – 13 May 2024 \(besacenter.org\) | Besa-Sadat Centre for Strategic Studies](#)

[Hamas Media Office \(fas.org\) – General Principals and Policies](#)

[Hamas Shift to Guerrilla Tactics Raises Specter of Forever War for Israel - WSJ](#)

Info sur l'organisation géographique de la bande Gaza et les dommages subis sur

[https://unhabitat.org/sites/default/files/2024/04/hsp-eb-2024-\\_inf\\_-6-](https://unhabitat.org/sites/default/files/2024/04/hsp-eb-2024-_inf_-6-)

<https://molg.pna.ps/>

<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/14e309cd34e04e40b90eb19afa7b5d15-0280012024/original/>

Chaîne I24news sur <https://www.i24news.tv>

### 3. Vidéographie

- APWire. "Palestinians and militants from the Palestinian factions participate in the opening of the memorial commemorating the 18th anniversary of the Israeli withdrawal from the Gaza Strip, Jenin - 20 September 2023" [vidéo en ligne]. Newsflare, publié le 20 septembre 2023. Disponible sur : [www.newsflare.com](http://www.newsflare.com)
- Izz al-Din al-Qassam Brigades. "Fighters using air defences during Israel-launched air strikes on Gaza strip" [vidéo en ligne] Salah al-Deen, publiée le 05 avril 2023. Disponible sur : [www.newsflare.com](http://www.newsflare.com)
- APWire. "Palestinians take memorial photos with weapons belonging to the Al-Qassam Brigades, the military wing of HAMAS, on the third day of Eid al-Adha in Gaza city, Salah al-Deen, le vendredi 30 juin 2023" [vidéo en ligne]. NEWS, publiée le 30 juin 2023. Disponible sur : [www.newsflare.com](http://www.newsflare.com)
- Izz al-Din al-Qassam Brigades. "Scenes from the al-Qassam Brigades storming the Erez military site in the northern Gaza Strip" [vidéo en ligne]. Le 7 octobre 2023. APWire, publié le même jour. Disponible sur : [www.newsflare.com](http://www.newsflare.com)
- APWire. "Palestinian girls from the National Resistance Brigades, the military wing of the Democratic Front for the Liberation of Palestine, participate in a military exercise on the 54th anniversary of the movement's launch, in Khan Younes in the southern of Gaza" [vidéo en ligne]. NEWS, 7 mai 2023. Disponible sur : [www.newsflare.com](http://www.newsflare.com)
- BFLTV. "HAMAS, la stratégie de la terreur". BFLTV, 23/11/2023. Disponible sur : ([https://youtu.be/W75tUrISpys?si=eBGQy7YdQaOP\\_tqv](https://youtu.be/W75tUrISpys?si=eBGQy7YdQaOP_tqv))
- Arte. "HAMAS : la fabrique d'un monstre". Arte, 11/01/2024. Disponible sur : ([https://youtu.be/\\_vc8G5YybMc?si=zVsYpTfm7\\_pjaVuO](https://youtu.be/_vc8G5YybMc?si=zVsYpTfm7_pjaVuO))

- Arte. "Une brève histoire du HAMAS | le dessous des cartes". Arte, 24/11/2023. Disponible sur : (<https://youtu.be/2wXHvTktOfE?si=VZwmEltQh3eumstq>) (<https://youtu.be/2wXHvTktOfE?si=VZwmEltQh3eumstq>)
- Firstpost. "How Hamas was formed and which nations support the terror group?". Firstpost, 07/10/2023. Disponible sur : (<https://youtu.be/REWfM4gVtow?si=qMyvaZvrANz0MAcs>)

#### Internet

- @CombatsFuturs
- @CombatsFuturs
- @Commandement du combat futur
- [www.terre.defense.gouv.fr/ccf](http://www.terre.defense.gouv.fr/ccf)

#### Intranet

- <https://deftube.intradef.gouv.fr/channels/#ccf>
- <https://portails-federateurs.intradef.gouv.fr/ccf/>

Mise au format : LCL Jean-Luc INGELET.

Rédacteurs : COL ® De LA RUELLE & COL ® BARBIE de PREAUDEAU, LCL INGELET, LCL ® CHARTROUSSE, CDT (NL) KNUBBEN, Mme HADDAD & Mme GEAY, M. AMAR ABDALLAH & M. WARLET.



Commandement du combat futur  
1, place Joffre – Case 53  
75007 Paris SP 07